

5/7 LA LETTRE DE PAQUET



Tribune

socialiste

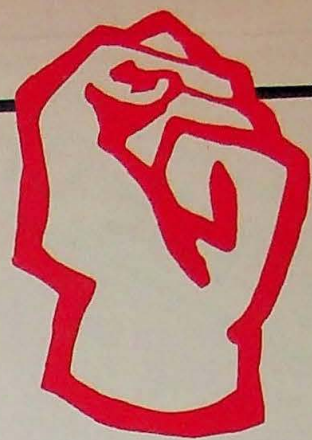
Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié — N° 551 — mercredi 25 octobre 1972 — 2 F



Guy Le Guerec

LES CHANTIERS DU CAPITAL

7 JOURS DANS T.S.



■ On meurt, sur les chantiers du capital. On appelle ça des « accidents du travail », et ça vaut une brève dans les journaux. Mais on pourrait appeler ça autrement, trouver un autre titre à la rubrique : « Les crimes du profit », par exemple.

Quand une zone industrielle se met en place, comme c'est le cas actuellement à Fos-sur-Mer, ça fait aussitôt monter les statistiques. C'est qu'il faut aller vite, toujours plus vite pour toujours plus de profit. Et un Algérien de plus ou de moins, dans le tas...

■ Après tout, seul compte le résultat : un magnifique complexe industriel digne d'une France en pleine expansion, qui va redonner vie à une région essoufflée... que demande le peuple ? La double page centrale de ce numéro a été réalisée par des camarades des Bouches-du-Rhône. Elle est entièrement consacrée à cette escroquerie qu'est l'installation de la zone industrielle de Fos-sur-Mer (p. 8-9). Cette double page est un exemple de ce que pourrait devenir « TS » : un hebdo national certes, mais largement « branché » sur les régions par la participation active des militants et lecteurs de province. Un exemple que nous souhaitons voir suivi.

■ Ne serait-ce que pour éviter les malentendus, comme celui qui s'est installé, paraît-il, entre la rédaction de Paris et certains militants de Bretagne. Nous en aurions « trop fait », sem-

ble-t-il, à l'occasion du procès des 11 du F.L.B. Nous aurions pris des positions ou défendu des thèses qui ne sont pas celles des fédérations bretonnes.

Peut-être, encore que dans le dernier numéro, nous avons pris la précaution d'indiquer que l'article d'Alain Guillerme était une tribune libre, et une contribution à un débat où le parti n'a pas encore pris de position définitive.

■ Il ne s'agit pas ici de polémiquer. Mais l'occasion est bonne de préciser un peu ce que nous sommes en droit d'attendre réciproquement, les uns des autres. Il n'y a de notre part — soyez-en sûrs — aucune intention d'hégémonie sur « TS ». Il n'y a de la vôtre — nous en sommes sûrs — aucune intention de boycott.

Mais il y a, de part et d'autre, une mauvaise organisation, et des négligences.

Pour prendre un exemple aussi « chaud » que celui du procès devant la Cour de Sécurité de l'Etat, il était impensable que « TS », seul de la presse française, reste muet sur cet événement.

Mais pour pouvoir exprimer le point de vue des fédérations bretonnes sur la question, encore aurait-il fallu qu'elles se manifestent : avant, pendant. Et non qu'elles se contentent, après, de critiquer ce qui a été fait — bien malgré nous — en dehors de leur concours.

Pour prendre un autre exemple, rien ne nous est encore parvenu sur le

conflit aux Kaolins : est-ce parce que rien n'a été envoyé (négligence) ou parce que l'envoi est resté bloqué quelque part (manque d'organisation) ? En revanche, la façon dont a circulé l'information sur le conflit Michelin à Clermont-Ferrand, est un bon exemple de ce qu'il est possible de mettre en place en matière de collaboration entre Paris et la province.

■ Tout cela pour souligner l'urgence de l'organisation d'un vrai réseau solide de correspondants de « TS » en province. Et la nécessité de faire « remonter », chaque fois que cela paraît utile, une information détaillée et déjà élaborée sur le déroulement des événements. Trop souvent des militants estiment en avoir fait assez lorsqu'ils nous ont envoyé trois coupures de presse locale et un tract : l'ensemble ne vaut pas un article, même court...

■ Il vous est peut-être venu aux oreilles, ici ou là, un faible écho de ce que nous écrivions la semaine dernière à propos de « 5-7 », et de l'hypothèse d'un attentat criminel. On ne peut pas dire que la grande presse ait beaucoup contribué à développer cette hypothèse. Pourtant, elle ne doit rien à notre imagination. La lettre que le député de l'Isère, Aimé Paquet, adressait en février dernier au ministre de l'Intérieur, ne laisse aucun doute là-dessus. Nous la publions cette semaine, et renouvelons nos questions restées sans réponse valable (p. 4).

■ Il est vrai que les princes qui nous gouvernent ont d'autres chats à fouetter. La préparation des élections n'est pas une mince affaire et donne lieu à bien des marchandages obscurs, à bien des manœuvres douteuses. Avec pour toile de fond le problème de la survie du régime (p. 5).

■ Le Vietnam, bien sûr, A la une de tous les journaux. On approcherait, enfin, de la solution finale ; on verrait, enfin, le bout du tunnel. On publie déjà le contenu de l'accord, on avance même une date pour le cessez-le-feu. Nous ne pouvons qu'espérer que toutes ces rumeurs vont très vite se confirmer, car nous savons que le peuple du Vietnam a trop souffert et s'est trop battu pour qu'il accepte un accord qui ne serait pas une victoire. Un très prochain numéro de « TS » sera peut-être celui de la paix en Indochine. Celui-ci, paraît encore à l'heure de la guerre : nous commençons la publication d'un document de Romain Saint-Servan sur la situation au Cambodge (p. 13-14).

■ Il paraît aussi à l'heure des élections américaines, où il semble que tout soit joué (p. 13) et à celle de la montée des périls au Chili, où il semble que tout se joue en ce moment (p. 16). On s'agite beaucoup sur la scène du monde, ce vaste chantier du capital.

Y.L.

- JIRI PELIKAN, ancien directeur de la T.V. Tchécoslovaque, membre du Comité Central du P.C.T. en 68 ;
- JAN SLING, fils d'un des dirigeants communistes exécutés en 52, lui-même arrêté l'hiver dernier ;
- VALERIO OCHETTO, journaliste Italien emprisonné 37 jours à Prague ;

prendront la parole au cours du

MEETING DE SOLIDARITÉ AVEC LA TCHÉCOSLOVAQUIE

Judi soir, 26 octobre, à la Mutualité

A l'appel du Comité du 5 janvier - P.S. - Objectif Socialiste - Ligue Communiste - A.M.R. - C.I.C. et P.S.U.

POUR UNE TCHÉCOSLOVAQUIE LIBRE ET SOCIALISTE

ABONNEZ-VOUS

Abonnement à servir à

M., Mme, Mlle (nom et prénom)

Adresse complète : Rue

N°

Ville

N° département

Je désire souscrire un abonnement de :

1 an (52 numéros) 60 F 6 mois (26 numéros) 35 F

Je souscris un abonnement de soutien :

1 an (52 numéros) 100 F 6 mois (26 numéros) 50 F

Abonnement couplé avec la revue bimestrielle « Critique Socialiste »

1 an 6 numéros « C.S. » 52 numéros « T.S. » 87 F

TRIBUNE SOCIALISTE, 9, rue Borromée, PARIS - C.C.P. Paris 5826-65

tribune
socialiste

Directeur politique :

Christian Guerche

Directeur adjoint :

Gérard Féran

Comité politique : Robert Chapuis - Gérard Féran - Jacques Gallus - Jacqueline Giraud - Christian Guerche - Gilbert Hercet - Robert Michel.

Rédacteur en chef :

Yves Larrouy.

Secrétaire de rédaction :

Gérard Borel.

Comité de rédaction :

Jean-Louis Auduc - François Brousse - Gilbert Chantaire - Françoise Claire - Robert Destot - Jacques Ferlus - François Gyr - Bernard Levy - Alain Moutot - Dominique Nories - Lucien Saintonge - Jean Verger - Philippe Guyot.

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Rédaction
Administration :

9, rue Borromée
PARIS (15^e)

566-45-37

Publicité : Information 2000

Tél. : 285-05-43

Distribué par les N. M. P. P.

S.A. Impimerie Editions Moriamé
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Le présent numéro est tiré
à 23.000 exemplaires

sommaire

4. « C'est un acte criminel ».
5. Les grenouilles cherchent un roi. Gilbert HERCET.
6. Petite chronique du programme commun.
7. Sur le front des luttes.
- 8-9. Fos : les chantiers du capitalisme. Jean MAYNARD.
10. Propriétaires, chargez ! Luc BIHL.
- 11-12. Sur le front des luttes : Michelin. Alain RANNOU.
13. Les deux lièvres de Mc Govern. Thierry MORUS.
- 13-14. Cambodge : un roi et son peuple dans la résistance.
Romain SAINT-SERVAN.
16. Chili : seul le peuple... Daniel LENEGRE.

Socialisme et liberté

UN meeting de solidarité avec les communistes tchécoslovaques le 26 octobre à la Mutualité. C'est peu. C'est même dérisoire au regard de ce que devraient faire l'ensemble des forces socialistes sur le plan international pour s'opposer à ce qu'on appelle pudiquement la normalisation. Mais il faut au moins éviter le pire, l'oubli total de ce que furent les objectifs de la classe ouvrière et des intellectuels tchécoslovaques : les conseils ouvriers, la critique d'un parti étranger aux masses populaires, la redéfinition d'autres formes de pouvoir. Il ne s'agit pas, bien sûr, de construire des mythes. Ce que l'on a appelé « le Printemps de Prague » comportait de nombreuses contradictions sociales et politiques, qui auraient probablement éclaté si l'expérience n'avait été brutalement stoppée (la conception, par exemple, de la « libéralisation » : renforcement du contrôle des travailleurs, ou arrivée au pouvoir d'une nouvelle technocratie ?).

Mais au moins existait-il en Tchécoslovaquie, comme plus tard en Pologne des lieux où le socialisme redevenait objet d'expérience et de création. La répression des révoltes ouvrières de Gdansk, l'invasion militaire à Prague ont mis fin, au moins provisoirement à cette possibilité dans l'Europe de l'Est. Notre responsabilité de révolutionnaires occidentaux n'en est dès lors que plus importante.

Mais elle ne peut s'exprimer uniquement en termes de solidarité internationale. Elle s'exerce aussi par rapport à notre propre combat socialiste.

Celui-ci doit être capable, par ses objectifs comme par ses formes de luttes, de montrer qu'une transformation révolutionnaire constitue la condition d'un véritable exercice d'une liberté, collective et individuelle et non sa négation.

Un axe politique

Si le projet de Manifeste présenté au débat des militants du PSU à l'occasion du 8^e Congrès porte dans son introduc-

tion le titre de « Socialisme et Liberté », ce n'est donc pas uniquement pour affirmer une continuité par rapport aux thèses de Dijon. C'est parce qu'il s'agit là d'un axe politique qui éclaire tous nos thèmes de lutte : le contrôle ouvrier, l'autogestion, la transformation de la nature de l'Etat et du pouvoir politique.

Il est vrai que le terme de « liberté » gêne souvent les militants révolutionnaires. D'abord parce qu'il est utilisé à tout propos par la bourgeoisie qui prétend l'opposer au socialisme. Ensuite parce que les critiques qui y font référence sont souvent, comme l'on dit, « des critiques de droite ». Mais nous en arrivons alors à abandonner nous-mêmes le terrain de lutte que nous avons contribué à ouvrir.

Que l'on pense par exemple au fait que François Mitterrand en s'emparant de ce thème en a fait le prétexte du maintien quasi intégral des mécanismes de l'Etat et du pouvoir bourgeois dans sa conception du socialisme.

Il s'agit là pourtant d'un thème essentiel qui concerne aussi bien les luttes actuelles que la société de transition au socialisme.

Par les travailleurs

La lutte pour l'autogestion s'inscrit précisément dans ce cadre : construire un socialisme dont l'objectif prioritaire est de donner aux travailleurs une capacité de maîtrise sur l'organisation de leur travail et de leur vie. Si elle fait problème ce n'est pas seulement parce qu'elle peut créer des confusions. C'est parce qu'elle prend à contre-pied une conception fort bien ancrée dans la gauche réformiste comme dans la gauche révolutionnaire. Celle qui conçoit, finalement une transformation sociale et politique pour les travailleurs et non par eux.

Que ce soit l'Etat qu'il suffise d'occuper pour « satisfaire les besoins sociaux » comme aiment à le répéter les socialistes et les communistes, ou le parti qu'il suffirait de construire comme l'in-

diquent sinon toujours les discours, du moins la pratique d'une fraction de l'extrême-gauche, la conception de la lutte politique est finalement très convergente : le socialisme reste une libération par procuration.

L'autogestion, tout comme le contrôle des travailleurs, indiquent par contre une autre voie. Mais celle-ci n'a réellement de sens que si l'autogestion constitue un axe politique et non un simple mode d'organisation économique. Si elle s'y réduit, comme on le voit en Yougoslavie, le pouvoir politique conserve son caractère centralisé et autoritaire, et se trouve juxtaposé à une organisation économique qui se retrouve alors progressivement régie par les lois du marché.

Faire de l'autogestion un axe politique c'est au contraire établir une liaison constante entre la démocratie des conseils de producteurs et des communes et la planification conçue comme projet politique. C'est choisir que les contradictions s'expriment par des organes spécifiques, conseils, syndicats, partis... au lieu d'être niées. C'est vouloir s'attaquer à l'appareil d'Etat en construisant de nouvelles sources de pouvoir et en ne se contentant pas de subordonner le dépérissement de l'Etat à la disparition totale des formes d'exploitation et de domination. C'est définir enfin une stratégie que nous avons résumée par le thème « Contrôler aujourd'hui pour décider demain », qui soit capable par ses formes de lutte de montrer dès aujourd'hui que d'autres rapports sociaux, d'autres formes de vie et de travail sont possibles après le renversement du capitalisme.

Un courant indispensable

Tel est l'enjeu du débat qui se trouve ouvert à l'intérieur comme à l'extérieur du PSU par la préparation de notre 8^e Congrès. De la manière dont cet enjeu sera tenu dépend le développement en France du puissant courant socialiste autogestionnaire qui est indispensable à la victoire du socialisme.

Michel ROCARD

Larzac : appel urgent

Un arrêté du préfet de l'Aveyron, daté du 11 octobre, autorise une « enquête sur l'utilité publique du projet d'extension du camp militaire du Larzac !

La commission d'enquête, composée de Michel Revalor, architecte, R. Ortlieb, géomètre expert et R. Vergne, notaire honoraire représente la première

phase de l'enquête administrative visant à expulser les paysans du Larzac. A la suite de cette enquête, un décret pourra déclarer d'« utilité publique » l'extension du camp militaire aggravant l'occupation du pays par l'armée qui est déjà, avec 300.000 ha, le plus gros propriétaire foncier de France.

L'enquête, ouverte le 16 octobre, sera close le 30 OCTOBRE. Tous les militants du parti doivent exprimer leur indignation devant ce projet en envoyant

avant cette date une LETTRE à M. le Président de la Commission d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet d'extension du camp militaire du Larzac Mairie - 12230 La Cavalerie

Envoyer la lettre en recommandé avec accusé de réception ; envoyer un double au P.S.U.

Camarades, nous ferons la révolution par tous les moyens que nous estimerons légitimes, même par les moyens légaux !

Grands magasins

Dans le numéro précédent de « Tribune Socialiste » vous avez pu prendre connaissance de la lettre adressée par Michel Rocard au nom du bureau national à Edmond Maire, secrétaire de la CFDT et Hubert Lesire-Ogrel, secrétaire de la fédération des services. Cette lettre concernait la possibilité d'une exclusion de 3 mi-

litants de la Samaritaine de leur organisation et les problèmes politiques qui s'y rattachaient.

Nous avons reçu une réponse du secrétaire fédéral renvoyant le problème au niveau de la fédération des services.

Depuis il semble que cette exclusion ait été confirmée le 15 octobre. Nous publierons la semaine prochaine des informations plus complètes concernant ces faits.

L'AFFAIRE
DU 5-7

" C'est un acte criminel "

Nous publions ci-dessous le texte de la note adressée en février dernier à M. Raymond Marcellin par M. Aimé Paquet, député de l'Isère. Ce texte, paru samedi dernier dans « La Cause du Peuple », confirme avec éclat tout ce que nous écrivions la semaine dernière dans « TS ». Elle n'a eu que peu d'échos dans la presse bourgeoise, et l'on comprend pourquoi ! Depuis la semaine dernière, pourtant, trois nouvelles « boîtes » ont flambé, dans de mystérieuses circonstances, sur la côte d'Azur. Le racket continue de bien se porter, merci pour lui.

Note à l'attention de Monsieur MARCELLIN, Saint-Laurent-du-Pont : 144 morts. Un drame dont l'horreur a rarement été atteinte en notre pays.

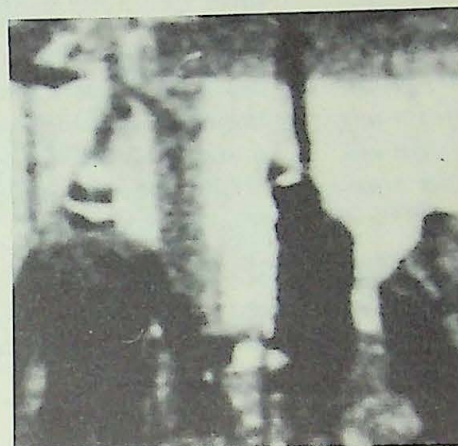
Les responsables. On a cherché... On cherche. Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère et le maire de Saint-Laurent-du-Pont suspendus pour quelques semaines. Tu sais ce que je pense de ces sanctions. Il fallait faire des exemples pour satisfaire l'opinion publique profondément traumatisée. Il fallait aller vite. Mais le Secrétaire Général et le maire ont été victimes en cette affaire d'une réglementation complexe, à un tel point que peu de maires, que peu de responsables auraient agi autrement qu'ils ne l'ont fait. On a fermé dans les semaines qui ont suivi le drame, des centaines et des centaines de salles non conformes aux normes en vigueur. 22 salles fermées à Bordeaux dont le maire est le Premier Ministre. Tout cela n'est pas sérieux à mon sens. Il n'en reste pas moins que le maire de Saint-Laurent-du-Pont va comparaître très prochainement en justice avec quelques autres inculpés : le propriétaire rescapé, M. Bas, quelques entrepreneurs, quelques fournisseurs. Je suis intervenu, tu le sais, auprès de toi et auprès de M. Pleven pour qu'il y

ait, en ce qui concerne le maire, le non-lieu. Cela vaudrait mieux, car Perrin a l'intention de se défendre, et pourquoi pas. La loi, les règlements sont tellement complexes qu'ils peuvent lui permettre de démontrer qu'il n'est pas coupable et que le coupable dans cette affaire, c'est l'administration départementale.

Nous en sommes là. Mais il y a mieux... et voici l'objet de cette note. Il est fort probable, pour ne pas dire certain, que le drame du « 5-7 » a été provoqué par la main des hommes. C'est un acte criminel. J'ai eu des confidences. Elles me paraissent dignes de foi. Mais nous entrons dans un domaine d'où l'on ne ressort pas toujours vivant. Il s'agit du « milieu », et d'un « milieu » difficile, et particulièrement meurtrier, couvrant de son autorité les régions grenobloises et lyonnaises. Si l'on veut réussir et si l'on ne veut pas que d'autres victimes s'ajoutent à la longue liste des victimes du « 5-7 », la discrétion la plus absolue, la prudence la plus totale sont de mise... Voici les faits. Les propriétaires du « 5-7 » ont été menacés quelques semaines avant le drame. Le « milieu » leur a envoyé ses émissaires.

C'est du « racket » pur et simple, largement répandu dans les établissements du même genre situés dans les régions grenobloises et lyonnaises. Les propriétaires ont refusé de payer. Et cependant, la menace a été précise : « Tant pis, ça sera fait en cinq-sept... » Quelques jours après, en quelques minutes, tout a explosé, tout a flambé... 144 morts... Les exécuteurs « ivres » ont procédé à l'exécution à 1 h 30 du matin, non pas à 3 heures comme il était prévu.

Les propriétaires menacés avaient acheté des armes.



— Un chien-loup devait être livré. Ils avaient décidé d'habiter à tour de rôle au « 5-7 », éloigné de 2 km du bourg de Saint-Laurent-du-Pont. Inutile... Les exécuteurs sont venus plus tôt que prévu... Des filles ont parlé... Elles ont reçu quelques confidences, elles ont entendu quelques conversations. L'attentat ne fait aucun doute pour moi, à qui ces confidences ont été transmises. C'est l'explication de la violence et de la rapidité du sinistre. Mais livrer leurs noms serait les condamner « à l'Isère » ou à une balle. Leurs propos m'ont été rapportés par

une femme ayant de nombreux contacts avec elles... Et d'ailleurs, le « 5-7 » n'est pas le seul... C'est un maillon d'une longue chaîne et dont tu voudras bien trouver ci-joint l'essentiel.

Gavin, Coppolani, Andrucci, le frère Dolce-Mascolo. Ce sont les noms qui ont été prononcés... Il faut, et je dis bien il faut, que tu envoies à Grenoble deux ou trois inspecteurs, les meilleurs dont tu disposes. Ils viendront discrètement pendant une dizaine de jours pour mener leur enquête. Ils verront dès le premier jour Madame X... Elle sait beaucoup de choses car « ses filles » les lui ont dites. Mais elle ne peut donner leurs noms. L'affaire doit donc être menée avec beaucoup de prudence, je le répète. Des juges ont été mis au courant. — Inspecteur Tortel, des mœurs, — Vergne, chef brigade de Lyon, — Morin, juge d'application des peines. Mais personne ne parle. C'est difficile car la répression peut être terrible. La police elle-même a peur. Je n'hésite pas à l'écrire. Le jeune Kreher au courant, ayant probablement parlé, a été abattu récemment. Veux-tu prendre cette affaire en main ? Je crois qu'il faut le faire. Cela en vaut la peine. La recherche de la vérité et de la Justice l'exige. Mais si tu décides de la mettre en route, il faut que nous ne soyons pas nombreux à y être mêlés : Toi, Moi, les deux ou trois inspecteurs que tu désigneras, Leblond à qui j'ai demandé de t'en parler. Sinon cela échouera et cela pourrait faire beaucoup de bruit, pour ne pas dire autre chose. Bien amicalement.

le mur du silence

Les silences de la presse-aux-ordres sur l'affaire de Saint-Laurent-du-Pont ne nous décourageront pas d'en parler. Bien au contraire. Il y a, dans cette volonté quasi générale d'étouffer l'information, comme une confirmation implicite : si nous nous étions fourvoyés, on ne se serait guère privé d'une aussi belle occasion de nous trainer dans la boue... Or rien, en dehors d'un démenti officiel de la direction de la P.J., n'a été opposé aux faits que nous avons rapportés ici la semaine dernière. La révélation - par « La Cause du Peuple » - du texte de la note adressée au ministre de l'Intérieur par le député Aimé Paquet, n'a même pas, semble-t-il, provoqué la curiosité de nos « confrères ». Les termes mêmes de cette lettre - confirmés par l'intéressé - son ton particulièrement alarmant et alarmiste, auraient pourtant dû mettre en ébullition les salles de rédaction, qui s'emballent généralement pour bien moins. Alors que les journaux sont remplis des exploits de la « Maffia » aux Etats-Unis, ou des comptes rendus enthousiastes du « Parrain », on fait silence - un silence gêné - sur les activités d'une bande de gangsters qui opèrent en plein jour dans notre pays. Mieux : on dénonce, ici et là, comme prévu, la « manœuvre politique ». On se défend de vouloir faire « la publicité de Michel Rocard ou d'Alain Geismar ». Or, si - en dehors du « Nouvel Observateur » - seule la presse d'extrême gauche a « sorti » cette affaire, ce n'est pas parce qu'elle seule en avait les moyens. N'IMPORTE QUEL JOURNALISTE, DANS N'IMPORTE QUEL JOURNAL, aurait pu, au terme d'une enquête un peu sérieuse, obtenir les mêmes renseignements, procéder aux mêmes recoupements, présenter les mêmes faits, poser les mêmes questions. Mieux : ce dossier secret du « 5-7 », certaines rédactions parisiennes le possédaient au complet, avant même que nous n'en ayons nous, le moindre élément. Ce dossier leur est apparu tellement grave - et contenir, en germe,

c'est vrai, de telles implications politiques - qu'aucune n'a osé en faire état. La lettre d'Aimé Paquet à Marcellin confirme absolument tout ce que nous disions la semaine dernière dans « TS ». Que le député de l'Isère ait, depuis, (de lui-même ?) fait machine arrière, qu'il parle maintenant « d'affabulations », ne change rien au fait que cette lettre existe, et qu'elle exprime beaucoup plus que de vagues soupçons. Est-il besoin de préciser que les déclarations du directeur de la police judiciaire pour qui « les investigations n'ont amené la découverte d'aucun indice, preuve ou présomption tendant à accréditer la thèse de l'attentat », ces déclarations n'ont rien pour nous convaincre. Surtout lorsque le même directeur de la PJ confirme - comme nous le disions également - que les policiers parisiens envoyés à Grenoble à la suite de la lettre de Paquet avaient mené leur enquête « en liaison étroite avec leurs collègues du SRPJ de Lyon et ceux de son antenne de Grenoble » ! Ces mêmes collègues dont M. Paquet semble pourtant se méfier (nous dira-t-il un jour pourquoi ?) lorsqu'il écrit : « il faut - et je dis bien il faut - que tu envoies à Grenoble deux ou trois inspecteurs, les meilleurs dont tu disposes. Ils viendront discrètement pendant une dizaine de jours pour mener leur enquête (...). Il faut que nous ne soyons pas nombreux à y être mêlés : toi, moi, les deux ou trois inspecteurs (...). Sinon cela échouera, et cela pourrait faire beaucoup de bruit, pour ne pas dire autre chose. » Eh bien, tant pis pour le bruit, M. Paquet. Et tant pis pour vous, si vous vous sentez obligé maintenant de renier, avec masochisme, vos propres affirmations de février dernier. La presse d'extrême gauche, pour sa part, et « Tribune Socialiste » notamment, continuera à tenter de rompre le mur de silence qu'on veut élever autour de cette affaire. Et à poser les mêmes questions embarrassantes.

REGIME

les grenouilles
se cherchent un roi

Le fait que 63 % des Français considèrent comme très important le développement des scandales en France (sondage SOFRES-« Figaro » de lundi dernier) prouve une chose : que les craintes de l'UDR en matière électorale sont amplement justifiées, et que la pourriture étalée du régime finit par écœurer la grande majorité du pays.

Mais le fait que, dans le même sondage, la cote personnelle de M. Giscard d'Estaing atteigne de nouveaux sommets (60 %) prouve aussi que le système tient bon — si le régime mollit — et que la bourgeoisie possède de solides solutions de rechange. Il convient de ne pas l'oublier.

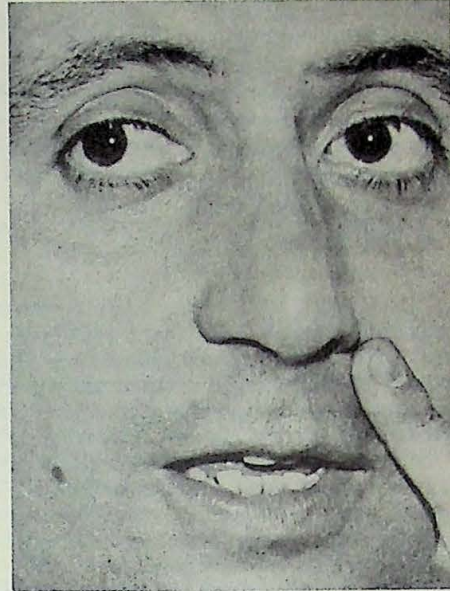
RENCONTRANT, l'autre jour, un député UDR et ne sachant trop que dire à cet homme, je lui demandai benoîtement : « Et que dit-on des scandales, dans votre circonscription ? — Politiquement, pas grand chose, me répondit-il. Bien sûr, on en parle beaucoup, à l'heure du dessert, mais tant qu'on n'a pas révélé un scandale qui concerne des personnalités du département, les gens, au fond, n'en tirent pas de conclusion politique. — Ah bon ! m'exclamai-je, vous vous attendez à ce qu'on révèle un scandale dans votre département ? — Non, non, me rétorqua mon interlocuteur, mais, vous savez ce que c'est en ce moment, on se précipite tout de même avec un

tout petit peu d'inquiétude sur « Le Canard enchaîné » tous les mercredis matins. »

Si je rapporte cette anecdote, c'est qu'elle me paraît révélatrice : le personnel politique de la majorité vit dans un état permanent de sourde inquiétude. A la vitesse à laquelle fonctionnent les machines à photocopier, de nos jours, vous pensez !

L'affaire Modiano n'a rien arrangé : un vrai député UDR, un dur, un qui avait conquis de haute lutte un siège de gauche, un qui était estimé de tous ses collègues simples et obscurs, députés parce que lui sait souvent dire tout haut ce qu'ils pensaient tout bas, oui, le battant Modiano, qui se voyait déjà presque ministre (et le disait volontiers), froidement lâché par « le château » (l'Élysée, dans le vocabulaire de ces messieurs) et par l'« appareil » du mouvement, et envoyé au juge d'instruction comme un vulgaire citoyen ! Plus d'un député UDR, et pas seulement le bouillant Julia, s'est senti personnellement menacé par ces manières de procéder.

A vrai dire, dans cette affaire, peu importe au fond que Modiano soit un escroc ou seulement un imprudent : le plus fantastique est ce qu'il révèle. Que Germain, aujourd'hui ministre, ami personnel de Messmer, animateur avec lui de l'association « Présence et action du gaullisme », lui a conseillé de se soustraire à la justice et de fuir en Suisse ; que Peyrefitte, après avoir vu Messmer, à couvert l'opération, etc. Décidément, il manque à ce régime un Shakespeare : l'auteur de « Richard III » brosserait sans doute un tableau saisissant des agissements des barons du régime. Il coule assurément moins de sang ici que dans l'Angleterre des Plantagenet, mais les coups bas ne sont pas moins bas, ni les rebondissements moins imprévus...



Modiano : lâché par « le château »

susdit Toto à ne point se représenter à la députation. Las, Toto a fait savoir qu'il était, bien sûr, très malade, mais pas au point de ne plus pouvoir représenter au Parlement les foules de la circonscription des Andelys... Boulin va bien être forcé de s'incliner, mais il prie pour que ces vilaines gens de l'opposition ou de la presse ne viennent pas, d'ici mars, accrocher un nouveau grelot à la semelle de Toto : l'UDR n'a vraiment pas besoin de ça.

La préparation des élections donne d'ailleurs bien du travail au valeureux Boulin. C'est que les députés sortants jugés « très mauvais », ceux dont on n'oserait même plus montrer la photo à leurs électeurs, ne sont pas nombreux à accepter de laisser la place, comme on le leur demande pourtant gentiment, à de jeunes fonctionnaires « modernes et dynamiques ». Peyrefitte veut quand même en éliminer une dizaine. Boulin aurait voulu en rayer quatre-vingts ! Les arbitrages finaux seront réglés au niveau Pompidou - Messmer - Mestre (du cabinet de Messmer) : ils ont encore là un travail exaltant jusqu'à la fin de l'année ; pour le moment, 285

investitures définitives de la majorité ont été accordées (dont 220 à des UDR).

Et puis il y a le problème, essentiel bien sûr, des relations entre les « familles », comme on dit, de la majorité. Pas de difficultés avec les « centristes » du CDP : eux sont une création pure et simple de l'UDR, qui les utilise dans sa petite guerre avec les giscardiens. Mais ceux-ci, les Républicains indépendants (indépendants de quoi, au fait ?) sont bien plus ambitieux.

La nouvelle stratégie de Giscard est simple, mais demande du doigté : il est vrai que l'accordéoniste n'en manque pas... Il s'agit évidemment, si l'UDR n'avait plus toute seule la majorité dans la prochaine Assemblée, de monnayer très cher la participation des RI à la majorité nouvelle. Mais il s'agit surtout de se donner une image telle que, dans les rangs mêmes de l'UDR, la popularité de Giscard augmente tellement que celui-ci apparaisse peu à peu chez la majorité des gaullistes comme le meilleur Premier ministre possible. Giscard pense en effet désormais qu'il lui faut passer par le poste de Premier ministre pour avoir une bonne chance d'être le candidat qui fédérera le mieux la droite au cours d'élections présidentielles.

Les déclarations du président des R.I. sur le thème « La France souhaite être gouvernée au centre » se situent dans ce dispositif : il s'agit — quitte à se priver de Debré, Couve et autres caciques de l'archéo-gaullisme — d'être dans la meilleure position pour rassembler tout à la fois la plus grande partie de l'UDR, les centristes divers et ce qui pourra être plumé d'une volaille socialiste inquiète de l'alliance avec le PC. Ici, Giscard trouve sur son chemin d'autres candidats : Edgar Faure, Chaban, Lecanuet, J.-J. S.-S.

Le truc du médiateur

Côté scandales, les têtes d'œufs de l'Hôtel Matignon ont trouvé, pensent-ils, un bon « truc » pour dépolitiser la menace : ils souhaitent la détourner en une critique de « l'administration » et utiliser ainsi au profit de la majorité les récriminations habituelles des « petits » contre l'État. D'où la réapparition de l'idée de créer un « ombudsman » (à vos souhaits !), un « médiateur » entre les réclamations des Français et l'administration. Mais là apparaît un double danger : ou bien ce médiateur est doté de pouvoirs réels, et d'abord c'est impensable dans l'État actuel, et ensuite c'est dangereux — le type risquerait vite d'être plus populaire que Pompidou et Arthur Conte réunis —, ou bien il n'a pas de pouvoirs et le bon peuple est encore fichu de ricaner et de dire qu'il est à peu près aussi utile qu'un rapport annuel de la Cour des Comptes ! Alors, que faire ? Ré-

ponse : trouver une « personnalité », avec le minimum de pouvoirs réels, mais qui en impose, en « vendant » bien sa salade à l'opinion publique : si vous êtes candidat, écrivez vite à Messmer. L'ex-doyen Georges Vedel jure, lui, qu'il ne l'est pas...

Côté scandale toujours, et pour en finir (cette semaine) avec ce noble sujet, il y en a un qui cause bien du tracas au charmant Robert Boulin, le ministre désormais chargé des problèmes de la majorité : c'est Tomassini, Toto pour les intimes et pour les autres. Toto, en effet, a bien voulu, « pour raison de santé », démissionner de son poste de secrétaire général de l'UDR puis de celui de PDG d'une société à laquelle nous ne ferons pas de publicité, mais dont on avait quelque peu parlé à propos de l'affaire du « fichier » de l'ORTF. Boulin escomptait fermement que la même raison de santé inciterait le

Qui séduire ?

Mais séduire qui ? C'est là que les calculs pré-électorales prennent leur vraie dimension. Les adeptes d'un capitalisme modernisé et puissant savent bien qu'en France pas plus qu'ailleurs leur meilleure base sociale n'est, à terme, celle des petits boutiquiers ou des petits patrons, rétifs à un progrès économique qui les condamne. Il faut donc pouvoir, de plus en plus, se passer de l'appui d'un certain nombre de petits paysans, commerçants, artisans ou industriels, et compter, bien sûr, sur la grande industrie et les cadres, mais aussi sur une fraction de plus en plus importante des employés des grandes firmes, et de la classe ouvrière. Dans d'autres pays, la social-démocratie n'y réussit pas trop mal. Dans la mesure où, en France, elle ne le peut ou ne le veut pas, il s'agit de le faire à sa place. Laisser aux communistes le soin de défendre les petits des classes moyennes — et, là, le présenter comme l'opposition « officielle » —, le combattre durement devant la

classe ouvrière ; en même temps, faire miroiter à celle-ci les avantages de la « participation » et du dialogue (après tout, 40 % des ouvriers votent déjà à droite), avoir une influence prépondérante sur les employés des sociétés importantes, tout en se prévenant du gauchisme, d'une part en le laissant se fourvoyer dans des actions marginales, d'autre part en le réprimant sévèrement dès qu'il en sort : le pari existe désormais, et plusieurs « leaders » en puissance le représentent sur la scène politique (comme d'autres commencent à le faire dans le patronat : voyez les problèmes de la succession d'Huvelin au CNPF). Plus que jamais, à un moment où la gauche classique risque une fois encore de se laisser enfermer dans la défense morose de ses bastions traditionnels, il dépend de l'action militante de l'extrême-gauche de poser les problèmes et de porter la lutte sur les vrais terrains.

Gilbert HERCET ■

Petite chronique du programme commun

Comme prévu, nous laissons cette semaine la parole au camarade SALGUES, de Grenoble, qui trouve que nos précédents articles pèchent par excès de pointillisme ou frôlent même la démagogie. On pourra lire ici ses arguments, et la réponse de Jean Verger.

La lecture des Numéros 547 et 548 de T.S. laisse quelque peu rêveur. On nous annonce une « petite chronique du programme commun ». On pourrait en attendre ce qui constitue l'avantage principal des chroniques : la précision. G. Féran annonçait que notre critique du programme commun portait à la fois sur les mesures concrètes et sur la manière dont l'accord prévoyait ou non la participation des travailleurs à la gestion de leurs affaires.

Dans le numéro suivant l'auteur de l'article sur le cadre de vie s'attaque aux affreux réformistes qui « règlent de manière planiste et technocratique les problèmes brûlants et immédiats des conditions d'existence des travailleurs ».

Voilà de belles et bonnes intentions. Malheureusement la plume reste en l'air et l'auteur se permet de « régler » en vingt lignes le sort de la partie du programme concernant la santé et le cadre de vie sans jamais se référer aux angles d'attaques énoncés par Féran.

De plus ces vingt lignes ne rendent pas compte des indications que fournissent les luttes menées depuis plusieurs années sur ce secteur.

Prenons quelques exemples :

Sur les questions concernant le cadre de vie quels sont les points importants de désaccord avec le P.C. et parfois le P.S. (lorsqu'il existe). D'une part le rôle des habitants dans le déroulement des actions ou la gestion des équipements.

Le P.C. ne peut pas supporter l'idée que les habitants prennent leurs problèmes en charge sans la médiation d'organismes prétendument représentatifs. Sur ce point nous retrouvons l'idée énoncée par Féran et nous avons à débattre avec les militants du P.C. ou proches de lui à partir de leurs actions effectives.

D'autre part le P.C. et le P.S. refusent d'utiliser toute forme d'institution comme une arme de combat réel contre le pouvoir. Qu'il s'agisse d'un office d'H.L.M., d'un conseil de parents d'élèves, ou a fortiori d'une Mairie, le P.C. et le P.S. refusent toute proposition visant à se retourner contre l'Etat central en débordant le cadre légal et en s'appuyant sur les habitants. L'exemple le plus frappant, mais non unique, étant le refus systématique des élus municipaux communistes de mettre un budget en déficit alors que cette mesure peut servir de base à une mobilisation pour la nationalisation d'un C.E.S. ou la baisses des taux d'intérêts. Sur ce point aussi c'est de la pratique qu'il faut partir pour critiquer le programme commun et poser des questions sur le rôle que le P.C.-P.S. accorderait à l'appareil d'Etat et aux institutions qui gravitent autour (municipalité, etc.).

On ne peut bien sûr se contenter de ces critiques et il faut discuter les propositions concrètes que le programme fait pour l'avenir.

Mais là dessus, nous devons cesser d'être démagogique. Tel est le cas lorsque S. Verger semble dire que le P.S.U. s'il était au pouvoir construirait uniquement des H.L.M., municipaliserait tous les sols et obligerait le

patronat à loger tous les travailleurs. Le P.S.U. s'il était au pouvoir ne se donnerait pas comme objectif immédiat de construire uniquement des H.L.M. Des H.L.M. cela coûte très cher à l'Etat et aux collectivités locales et nous devons en construire le plus grand nombre possible. Notre préoccupation sera de fournir le logement qui à qualité à peu près égale ait un loyer adapté au salaire de chacun. Quant aux autres et il semble bien que les classes sociales ne sont pas prêtes de disparaître, il faudra qu'ils se logent eux-mêmes. L'Etat n'exercera de contrôle strict que dans le cas de recours aux finances publiques c'est-à-dire pour les logements immédiatement plus onéreux que les H.L.M.

Sortir d'une vision pointilliste

La municipalisation des sols : on peut espérer que nous n'aurons pas la folie de la décréter un beau matin de manière générale. La spoliation est une arme essentielle des révolutionnaires mais se manie avec prudence en fonction des rapports de force. Elle n'est pas un gadget pour manichéen de la politique. On peut prévoir une municipalisation sans indemnité dans les centres urbains livrés à la spéculation et cette mesure sera comprise. Ailleurs, les rapports de force avec les couches moyennes nous imposeraient d'indemniser les sols municipalisés, ce serait une folie qui ruinerait les collectivités locales au détriment des travailleurs. Il vaudra sûrement mieux procéder par préemption ponctuelle des collectivités publiques à un prix dégrèvé de toute plus-value.

Quant au logement par les patrons, il suffit de réfléchir au problème constant du paternalisme ou du flicage d'entreprise pour se rendre compte que le problème n'est pas si simple et qu'il faudrait un écran très solide entre patrons et travailleurs pour éviter la pression sur les travailleurs, même si ceux-ci contrôlent apparemment cet organisme.

Il y a bien d'autres points sur lesquels notre réponse au programme commun est faible alors qu'il prête largement le flanc à la critique : Pourquoi n'y a-t-il aucune mesure prévue contre les scandaleux trafics des agences immobilières ? Est-ce parce que les petites et moyennes entreprises font partie des couches anti-monopolistes ?

Pourquoi n'y a-t-il rien de concret sur les problèmes des transports ? Aurait-on peur de faire des vagues dans la « forteresse ouvrière » de Renault que le P.C. s'acharne à défendre comme une conquête de la classe ouvrière ?

Pourquoi n'y a-t-il rien sur la politique urbaine en général ? Le P.C. et le P.S. auraient-ils peur des innovations avisant à créer les conditions d'une vie sociale rentable. Leurs critiques purement conservatrices du projet de nos camarades de Grenoble sur la ville neuve de Grenoble semblent le faire croire.

On pourrait allonger la liste sur le seul secteur cadre de vie.

On voit qu'elle est déjà bien pleine. Elle touche à la fois la pratique actuelle et les projets du P.C. et du P.S.

Il faudrait pour critiquer le programme commun sortir d'une vision pointilliste et hors du réel.

Souhaitons que T.S. se fasse l'écho de ces analyses qui ne peuvent être faites à la hâte.

B. SALGUES ■

[Le camarade Salgues me reproche de traiter en vingt lignes du chapitre « Cadre de vie » du Programme commun : la « petite chronique » se limite à attirer l'attention des lecteurs sur un certain nombre de points précis où les lacunes ou les conceptions réformistes (ou bureaucratiques) permettent d'ouvrir une discussion critique avec les travailleurs influencés ou attirés par ce Programme : en ce qui concerne les problèmes du logement, Salgues trouve démagogique de réaffirmer le mot d'ordre de municipalisation du sol : bien sûr que le problème des indemnités se posera. Mais en l'affirmant comme règle générale, un gouvernement ouvrier se donnerait réellement les moyens d'associer à la lutte contre la spéculation foncière les couches populaires. En se plaçant par contre sur le terrain du « droit de préemption » le Programme commun, se situe d'emblée dans le prolongement du système législatif actuel...

Salgues trouve également démagogique d'affirmer que les patrons doivent assurer le droit au logement : ne pas dire cela, c'est considérer que l'emploi de la force de travail par le patronat, est indépendant des conditions de vie générales des travailleurs : c'est la situation actuelle. En affirmant par contre le « droit au logement » un programme ouvrier digne de ce nom ferait appel à l'initiative des masses pour le concrétiser. Si nous étions au pouvoir, les mal logés n'attendraient pas plusieurs années avant de voir se réaliser leurs aspirations, et que les millions d'appartements qui font défaut soient construits : les opérations de « squattage » se multiplieraient, des constructions sous forme de coopératives par les travailleurs seraient entreprises, sans parler d'une meilleure redistribution par les pouvoirs centraux ou régionaux des espaces construits...

Enfin Salgues regrette le « pointillisme » de mes critiques au Programme commun : qu'il discute avec les travailleurs communistes, c'est à partir du passage au crible de telle ou telle revendication du Programme commun qu'il pourra ensuite montrer quelle est la nature profonde, réformiste et technocratique de ce Programme.]

I.V. ■

Samedi et dimanche à Clichy CONFÉRENCE NATIONALE OUVRIÈRE

A l'initiative du PSU de l'AMR et de LO, samedi et dimanche prochains se tiendra à la Maison du peuple de Clichy, 7, rue Martissant, la Conférence nationale ouvrière. De nombreux textes préparatoires sont parus, soit dans « TS », soit dans le « Courrier des Entreprises ». Des explications complémentaires ont été données au fur et à mesure de l'avancée de la préparation. Nous ne publions pas dans ce numéro de nouvelle contribution. En effet, la date de parution fait que ce texte ne pourrait être étudié par les camarades se rendant à la CNO. Nous rappelons l'ordre des débats :

— Samedi :

- 9 h : Accueil.
- 9 h 30 - 11 h : Assemblée générale.
- 11 h - 13 h 30 : Travail en commissions.
- 13 h - 15 h : Repas.
- 15 h - 20 h : Travail en commissions.

— Dimanche :

- 9 h - 10 h 30 : Fin du travail en commissions.
- 10 h 30 - 13 h : Rapport des commissions.
- 13 h - 13 h 30 : Repas sur place.
- 13 h 30 - 17 h : Débat général.
- 17 h 30 : Conférence de presse.

Pour se rendre à la Maison du Peuple :

— Par les transports en commun : bus 74 à la porte de Clichy. Descendre à Maréchal-Leclerc.

— En voiture : à la porte de Clichy, prendre le boulevard Victor en direction de la mairie de Saint-Ouen, puis le boulevard du Maréchal-Leclerc (4^e à gauche) en direction de l'hôpital Beaujon.

CALENDRIER POLITIQUE

Réunion des sections de la Région parisienne. (Reconstitution de la Fédération de Paris, relance de l'action militante, préparation du Congrès).

— Val-de-Marne : 10 novembre, 21 h, chez Michel CAPON, 31, av. des Tilleuls, Alfortville (Gentilly, Kremlin-Bicêtre, Villejuif, Ivry, Vitry, Vincennes, Alfortville, Charenton, Fontenay-sous-Bois).

— Val-de-Marne : 7 novembre, 21 h, Café « Le Baromètre », face gare Villeneuve - Saint - Georges. (Choisy, Sussy-en-Brie, Boissy, St-Maur, Thiais, L'Hay-les-Roses, Fresnes, Villiers-sur-Marne, Chevrières, Villeneuve-Saint-Georges, Créteil, Champigny.)

— Paris : 6 novembre, 21 h. Salle de l'Epicierie, 12, rue du Renard, (4^e). Sections du centre (1, 2, 3, 4, 5, 6).

— Seine-Saint-Denis - Nord-Est : 2 novembre, 21 h. 101, rue de la Résistance, Le Raincy.

— Nord des Hauts-de-Seine : 30 octobre, 21 h. Téléphoner au 733.57.54.

P.S.U. documentation

Numéros disponibles :

- N° 16 - Les travailleurs immigrés.
- N° 17 - Les fondements de l'exploitation capitaliste.
- N° 18-19 - La hiérarchie des salaires.
- N° 20-21 - Le capitalisme contemporain.
- N° 22-23 - Sur le mouvement politique de masse.
- N° 24-25 - La police dans la lutte de classes.
- N° 26 - Rosa Luxemburg, « Grève de masse, partis et syndicats ».
- N° 27-28 - La crise du système monétaire capitaliste.
- N° 29-30 - Nationalisation et révolution.
- N° 31-32-33 - Les problèmes de l'emploi.
- N° 34-35 - Eléments d'analyse des classes sociales.

Le numéro simple 1 F
Le numéro double 2 F
Le numéro triple 3 F

Abonnement : les 20 numéros 15 F.
à « TRIBUNE SOCIALISTE »
9, rue Borromée - 75015 PARIS

Paiement à la commande
Par chèque bancaire ou postal
C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris.

● Berliet à la traîne

Berliet (camions et autobus) a des problèmes avec son personnel réparti dans plusieurs usines de la région du Rhône. Ce n'est pas nouveau. Mais cette fois la direction reconnaît que les ouvriers ont réussi à désorganiser la production. En fait, cela veut dire que les ouvriers opèrent un contrôle de plus en plus efficace sur les cadences pour tenter de les briser définitivement. Pour eux, ça ne pouvait plus durer. La production augmentait toujours, le matériel restait le même ou à peu près, le nombre d'ouvriers diminuait (moins 1.500 en 18 mois, soit 1/10^e des effectifs).

La direction avait pourtant fait ce qu'il fallait pour couper court aux initiatives autonomes et massives des ouvriers. Ainsi, elle a supprimé l'une des conquêtes de mai : les heures d'information syndicale ; lorsque les travailleurs prennent la parole, il s'en dit des choses ! Elle essaie surtout de renforcer son contrôle en facilitant l'implantation et les provocations d'un syndicat-maison CFT. Aujourd'hui, les salaires de Berliet ne « pilotent » plus les exigences dans la région lyonnaise. Il s'en faut de beaucoup. Les jeunes OS cherchent du travail ailleurs.

Des écarts de plusieurs milliers de francs existent en salaires annuels avec le secteur automobile de la région parisienne. Les ouvriers de Berliet, même

s'ils sont heureux, à juste titre, que les camarades chinois et polonais soient transportés dans des autobus fabriqués par leurs mains, n'entendent pas se laisser piéger par une quelconque cogestion des intérêts capitalistes de la finance Berliet. Jeudi dernier 19 octobre, par milliers, ils se sont répandus dans les rues de Lyon en passant par les banlieues ouvrières pour informer les autres travailleurs de ce qui se passait chez Berliet. Informer, informer toujours plus : c'est l'arme essentielle de la lutte actuelle des travailleurs. Il faut sans cesse briser les cloisonnements que le système capitaliste entretient pour pouvoir maintenir son pouvoir sur l'ensemble des travailleurs. De l'assemblée de chaîne, d'atelier à l'explication dans la rue, les travailleurs bâtissent la véritable unité populaire. La lutte continue chez Berliet pour le rattrapage uniforme et à la base de 200 F.

M.C. ■

● Une agence d'images en super 8

Des militants cinéastes viennent de créer une agence d'images en super 8 qui se donne pour but la réalisation et la diffusion d'actualités filmées sur les luttes de classe, au sens large, en France, dans une perspective de contre-information.

Ceux qui sont intéressés peuvent écrire à : Agence d'images, c/o APL, 22, rue Dusoubs, 75002 Paris.

● Lille : « Les ouvriers sont bêtes »

« Vous êtes trop intelligente pour travailler en atelier », c'est ainsi que Thérèse a été licenciée le 7 octobre de l'atelier 46 à la CIMA à Lille, où elle était entrée, il y avait trois semaines, comme ouvrière spécialisée.

Que lui reproche-t-on ? Officiellement rien.

Le chef convoque deux ouvrières, Thérèse et Paulette, embauchées en même temps. A Paulette, il a dit : « Vous ne saurez jamais travailler » (elle a été mise sur un tour sans apprentissage, sans pouvoir choisir autre chose). A Thérèse : « Vous êtes trop intelligente pour travailler dans un atelier ; il faut travailler dans un bureau. Vous ne serez pas heureuse chez nous ».

Les camarades de travail se sont réunis là-dessus. Ils ont décidé d'accompagner les délégués CGT et CFDT chez le chef du personnel afin d'obtenir la réintégration de Thérèse. Mais celui-ci a refusé le test de contrôle de travail. De même, il ne veut pas entendre parler de l'affectation à un autre poste.

Une grève a eu lieu pour le maintien dans l'emploi, contre l'arbitraire patronal, contre les cadences de travail.

Qu'on ne s'y trompe pas : Thérèse a été licenciée parce qu'elle lutte sans relâche pour l'amélioration et la transformation de la condition ouvrière. Elle a aussi animé les luttes des habitants des courées contre les expulsions sans relogement, particulièrement celles touchant les travailleurs immigrés. Membre d'une APF, elle a été aussi élue à la Direction politique du PSU. Elle a ouvert la voie à de nombreuses travailleuses pour que celles-ci prennent leurs affaires en main.

M.C. ■

● Misère des hôpitaux

Au cours de l'hiver 70-71, une épidémie de colibacillose avait causé la mort d'une vingtaine d'enfants dans les pavillons Hacquart et Tixier de l'Hôtel-Dieu de Clermont-Ferrand. Devant les insuffisances scandaleuses des services de pédiatrie dont ils avaient été les témoins et les victimes, des parents regroupés en comité, avaient protesté et porté plainte.

18 mois après, le jugement vient d'être rendu.

Tout en reconnaissant « le bien-fondé des griefs des parties civiles », les insuffisances criantes de l'équipement (« les deux pavillons avaient été conçus pour 35 lits chacun ; ils comportaient 110 lits, dont 58 à Tixier et 52 à Hacquart, et il est arrivé que 60 ou même 65 enfants aient été hospitalisés ») les conditions hygiéniques déplorable (« l'inobservation des règles d'hygiène qui peut être relevée résulte des conditions défectueuses de l'hospitalisation ») ; tout en répertoriant le nombre d'interventions avortées, de mises en gardes ignorées, de projets refusés par manque de crédits, etc., le tribunal n'en conclut pas moins par un « non-lieu ».

M. Boulin, autant qu'on sache, est en pleine forme. M. Pieven aussi.

Correspondance ■

● On cherche des acteurs

Reçu cette lettre d'un lecteur de Tourcoing : Militant P.S.U. de la section Tourcoing-Dronckaert et président d'un studio de cinéma indépendant, j'entamerai vers la fin du mois le tournage d'un film de long métrage en super-8 couleur intitulé « L'Œil Noir » ou « Guevarrillero ». Au départ, ce n'est pas « la politique dans le yaourt » mais plutôt « le yaourt en pleine politique » puisque ça commence chez Danone ou Gervais (selon qu'on nous laissera tourner dans telle ou telle usine... si on nous y laisse tourner) ; il s'agit de la parallèle montée vers une conscience révolutionnaire active et militante, d'abord individuelle, puis « ouverte » d'un peintre devenu OS dans une laiterie et du flic des R.G. qui a abattu dans cette même laiterie un manœuvre arabe qui avait volé un yaourt et avait été dénoncé par le petit chef du service « conditionnement » : coups de bêche puis coups de feu, l'incident n'avait pas fait trop de bruit dans la presse pourrie à l'époque. Bref, je ne vais pas vous raconter complaisamment tout le scénario, mais sachez que c'est un montage à peine romancé d'anecdotes « piquantes » empruntées à la vérité de notre quotidienneté. Le problème demeure celui de la participation d'un maximum de personnages, donc d'acteurs et de figurants bénévoles amateurs mais pas fumistes ni désireux de faire du cinéma « pour rigoler » ou « pour voir comment on fait ».

Amateurs : écrire à J.C. Carlier - Studio 23-25, rue d'Anvers, Tourcoing, tél. : 74.12.6.

● Plusieurs milliers au meeting Carpentier

La foule se presse le mardi 17 octobre dans les couloirs et les salles du 44 rue de Rennes. Des centaines de personnes ne peuvent rentrer faute de places et s'égayent dans les cafés des alentours. Différentes formes se tiennent : mais la cohue est trop forte et les débats ont du mal à s'organiser dans une pagaille monstre : Réussi, trop réussi, le meeting se termine au son de la musique pop et dans l'allégresse délirante générale. La lutte pour le Dr Carpentier n'est pas terminée : il faudra prévoir plus grand la prochaine fois, et peut-être descendre dans la rue...

J.V.

LA LIBRAIRIE

tribune socialiste

9, rue Borromée - PARIS 15^e
Ouvert tous les jours de 9 h à 19 h
VOUS PROPOSE

Liste n° 9	
Les Vietnamiens et leur Révolution	29,00 F
P. MUS et J. MAC ALISTER	
Les Jeunes face à l'Emploi	20,00 F
M. MANGENOT, N. ALISE et J. REMOUSSIN	
La Maladie Infantile du Communisme	3,50 F
LENINE	
La Pensée Marxiste et la Ville	9,00 F
H. LEFEBVRE	
Les Paysans dans la Lutte de Classes	6,00 F
B. LAMBERT	
Les Communistes Français	9,00 F
A. KRIEGEL	
Histoire des Démocraties Populaires	19,00 F
F. FEJTO (2 vol. à F 9,50)	
ROSA LUXEMBURG et le Spontanisme Révolutionnaire	7,50 F
D. GUERIN	
La Révolution Russe de 1917	7,50 F
M. FERRO	

Prix réel 110,50 F

Notre proposition : 100 francs FRANCO

Bon de commande à adresser à : TRIBUNE SOCIALISTE
9, rue Borromée - PARIS 15^e
C.C.P. 58.26.65 Paris
Règlement à joindre à la commande



vient de paraître

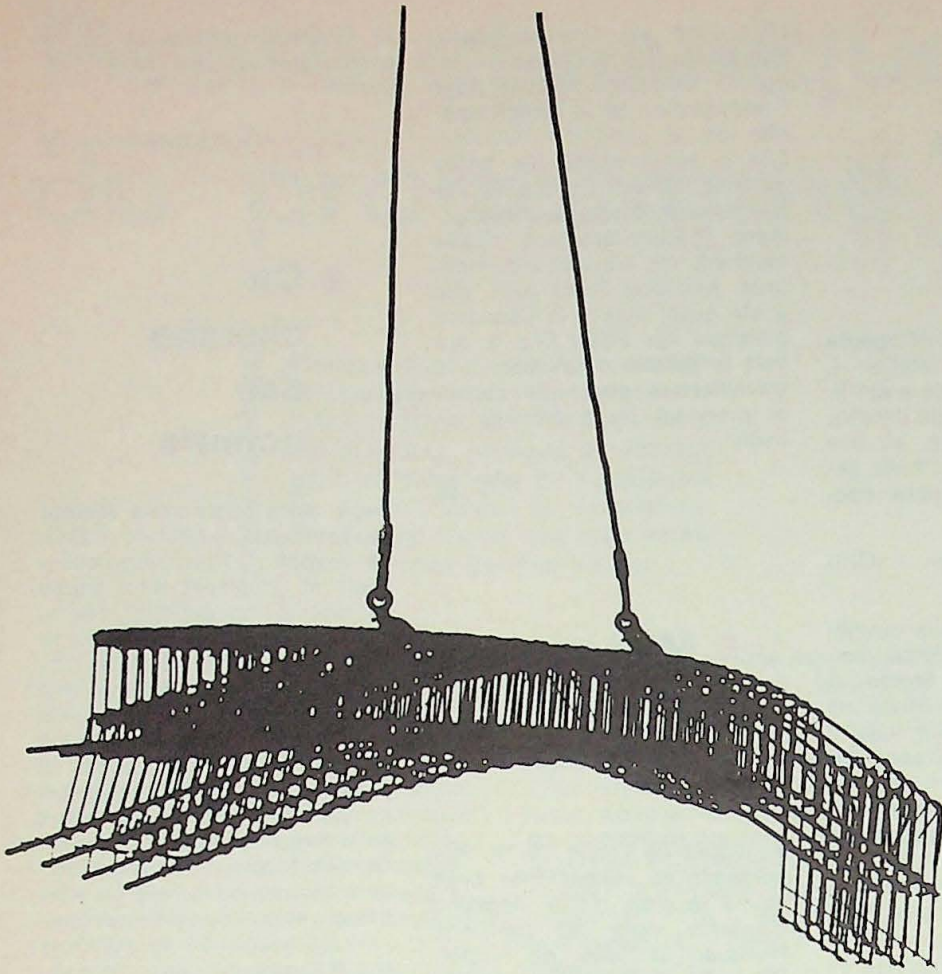
critique socialiste

revue théorique du PSU

pour une théorie et une pratique révolutionnaires



9-10



Prenez un golfe méditerranéen près d'une grande ville, près de l'embouchure d'un grand fleuve, avec du terrain disponible alentour ; touchez-en deux mots à des compagnies pétrolières qui trouvent leurs « tankers » de 300.000 t rentables, mais difficiles à ranger ; un maître de forges qui veut imiter celui d'en face ; un Etat qui ne demande qu'à faire plaisir à ces gens-là et à quelques autres qui pensent que c'est une bonne affaire. Deux mots à quelques commerçants du coin, et c'est parti.

On commence à dépenser, mais personne ne fait vraiment attention. Et puisque c'est parti, on va aider ces braves gens à aller jusqu'au bout ; après tout, l'argent est là, il ne demande que ça. Aller jusqu'au bout ; le chômage des uns sera le pendant de l'exploitation accélérée des autres ; la production n'aura aucun effet visible sur les conditions de vie des gens du coin, ni d'ailleurs d'aucun coin ; par contre, les effets secondaires seront importants : centres de vie artificiels, destruction des paysages et des sites naturels de détente, sous-équipement aggravé, vie plus chère...

La taille de l'opération, les démêlés des communes avec l'Etat, le rôle de la mission d'aménagement, le mépris de l'avis des habitants de la région (et même de celui de leurs élus), le mépris des sites naturels qu'on prétend protéger (la Camargue, les Baux, la Crau) montre que sous la couverture idéologique de l'Aménagement du Territoire, il n'y a qu'une chose : L'aménagement de l'espace pour le profit.

« La Marseillaise », le quotidien du P.C.F., écrit le 5 octobre : « Oui à Fos, au développement régional. Non aux monopoles ». Est-ce bien tout ?

1. - Livrés aux « magouilles »

On a prétendu que l'installation à Fos d'industries lourdes serait le point de départ d'un essor qui sortirait la Provence de son sous-développement relatif, de sa dépendance : la fin du chômage, la fin du sous-emploi, la fin du sous-équipement. L'aménagement du territoire pour le bien commun, en quelque sorte.

Il n'en est pas question ; un économiste de la Chambre de Commerce de Marseille reconnaît que la région n'a pas tellement besoin de ces industries. Ce qui « bloque » le développement de l'emploi, c'est l'ab-

sence d'industries de biens de consommation. De la production lourde, il y en a : mines de lignite et usine d'alumine à Gardanne, mines de bauxite à Brignoles ; raffineries de pétrole et pétrochimie à Berre, La Mède et Lavéra ; chantiers navals à La Seyne et La Ciotat. La croissance des emplois dans la région repose actuellement sur la croissance de la population, avec la demande de logements, de commerces, de services qu'elle entraîne. Ça tourne en rond, c'est dangereux et l'avenir est incertain.

Ce qui est sûr, c'est que la future production de Fos, comme celle des

FOS

raffineries de Péchiney à Gardanne, ne sera pas transformée dans la région : aucune grosse usine de mécanique ou de transformation des produits chimiques n'y est prévue. Et les nouvelles usines, pour l'investissement qu'elles demandent, créeront assez peu d'emplois.

Alors pourquoi Fos ? Le golfe de Fos est un endroit idéal pour faire un grand port, à condition d'y mettre le prix : il faut bien compter 100 milliards anciens. Ce port immense, permettant de recevoir les plus gros pétroliers et les plus gros minéraliers devient intéressant pour l'industrie lourde. De Wendel, patron de Sidelor, veut « son » Dunkerque, où Usinor s'est installé. Et à Fos, quels avantages ! le minerai de fer bon marché vient d'Afrique ou du Brésil ; le combustible bon marché vient d'Afrique ou du moyen-orient ; la main-d'œuvre bon marché vient des rives de la Méditerranée. Imperial Chemical Industries cherchait un emplacement à la fois dans le marché commun et sur la Méditerranée (et la B.E.A. a créé, exprès, une ligne aérienne Londres-Marignane en avril dernier)... Air Liquide viendra récupérer le froid qu'abandonnera le Gaz de France en transformant le gaz algérien liquéfié. C'est l'Etat qui paie, et c'est lui qui ordonne à la région : il finance les travaux d'aménagement du port et de la zone industrielle ; il prête 300 milliards anciens à un taux d'intérêt très faible aux entreprises qui s'installent à Fos ; c'est lui encore qui intervient pour qu'Usinor et Thyssen viennent secourir la Solmer quand de Wendel,

revenant sur ses fanfaronnades d'il y a un an, pleure qu'il ne pourra pas payer ; les travaux sont lancés, on ne peut plus reculer... et si on peut obliger les deux concurrents à se regrouper sous la direction du plus rentable, l'Etat pourra faire des économies et aider d'autres sociétés.

L'aciérie, qui devait atteindre une capacité de 3 millions de tonnes d'ici la fin de 1974, et 7 millions de tonnes avant 1985, est le symbole de Fos : à quoi servira-t-elle, alors que le marché de l'acier est très encombré, et que des aciéries surgissent sur toutes les rives de la Méditerranée ? Eh bien à finir de fermer les mines et les usines pas assez profitables de Lorraine, après avoir servi à licencier 12.500 travailleurs lorrains. Mais ni Usinor, qui vient de lancer pour 60 milliards anciens d'obligations, première tranche d'un programme d'agrandissement de 500 milliards, ni Thyssen ne chercheront à favoriser l'expansion d'un concurrent plus moderne dans lequel ils n'ont qu'une part : les 13.000 emplois de 1985 pourraient bien être réduits aux 7.000 de 1975. Les mineurs mauritaniens, brésiliens ou lorrains, les travailleurs de la sidérurgie de Dunkerque, de Lorraine, d'Allemagne ou de Provence, français, allemands ou immigrés sont livrés aux « magouilles » secrètes qui doivent permettre à l'Etat, à Borgeaud d'Usinor, à de Wendel, au patron de Thyssen (et à quelques autres) de mettre de l'ordre dans cette coûteuse pagaille. Il est évident que ce ne seront pas les profits qui trinqueront...

2. - Le profit, mort ou vif

Un travailleur immigré, cherchant en taxi son chantier dans la zone de Fos, s'arrête devant un piquet de grève pour demander son chemin : cette image authentique est un symbole.

Il y a 12.000 travailleurs sur les chantiers de Fos, autant que dans toutes les entreprises de la zone quand elles commenceront à tourner. Ils travaillent souvent plus de 10 heures par jour ; ils habitent dans des caravanes mal reliées ou pas reliées aux réseaux d'eau et d'électricité, sans sanitaires extérieurs, sur des emplacements improvisés loués très cher, ou dans des taudis aux loyers exorbitants ou encore dans ces « célibatoriums » de la Sonacotra, qui n'ont rien à envier, du point de vue du règlement aux casernes.

Quant à ceux qui vivent dans des logements neufs, ils sont dans le désert : tout manque, des chaussées correctes aux écoles primaires, des P. et T. au marché couvert, sans parler des loisirs, même les plus simples. Si l'Etat a voulu montrer, par l'intermédiaire du Groupe Central de Fos et de la Mission d'Aménagement de l'Etang de Berre (MAEB) que le sort des travailleurs qui viendraient dans les usines de Fos ne lui était pas totalement indifférent, sa mansuétude ne s'est pas étendue aux travailleurs des chantiers. Car même si ces derniers restent 2 ou 3 ans dans la région, beaucoup sont immigrés et... ne votent pas. Il faut dire aussi que les entrepri-

ses qui font construire à Fos, et notamment la Solmer, veulent attirer leurs techniciens, sinon leurs O.S., en leur offrant un minimum d'équipement. La situation des travailleurs qui construisent les usines n'est pas leur affaire, tant que les travaux ne sont pas trop retardés par leur mécontentement. Des raisons de mécontentement, il y en a, et les grèves et mouvements divers des six derniers mois le montrent : grève chez Davum (grève d'immigrés qui échappe à la C.G.T.), grève sur le chantier Solmer, grèves chez Delattre-Levisier et Delattre-Bezon, grève de Socaltra sur le chantier Esso, rejoint par les travailleurs de la Setip et les intérimaires de E.R.T. Immigrés et intérimaires participent à ces mouvements, généralement contrôlés par la C.G.T. Ces grèves ont des causes diverses et multiples : salaires, primes pour les transports longs, difficiles et coûteux, conditions de travail. Des arrêts spontanés se produisent à chaque accident du travail.

Et ils sont fréquents ; les chantiers sont dangereux, ils tuent parfois : 1 mort le 26 septembre à la Compagnie Française d'Entreprise Métallique, 1 mort le 4 octobre chez Delattre-Levisier sur le chantier Solmer, 1 mort encore chez Trindel lundi 16 octobre. Et d'autres avant, et des blessés tous les jours... Les monteurs de structures métalliques, les soudeurs, tous ceux qui travaillent à 20 ou 40 mètres ris-

Les chantiers du capitalisme

quent l'accident : au rythme du travail et à la fatigue s'ajoute la superposition des équipes, pour aller plus vite.

Le patronat ne veut rien savoir : quand les travailleurs de la Socaltra du chantier Esso à Fos se mettent en grève, la direction s'en va, puis décide le lock-out, comme celle de Babcock-Atlantique au chantier E.D.F. de Ponteau.

Toutes les entreprises de chantier ont recours aux marchands de travail, qui se multiplient. Là comme ailleurs, ceux-ci s'enrichissent en vendant une possibilité de renvoi facile, et les immigrants, qui sont loin d'être tous en règle, sont d'autant plus vulnérables.

Et que feront ces travailleurs quand les chantiers seront terminés ?

Pour les maires communistes, notamment Lombard, le maire de Martigues, ces deux solutions — disparaître ou ruiner la commune et ses habitants — sont inacceptables ; les maires « socialistes » les ont rejoints, ainsi que Defferre, qui craint que le développement de Fos ne nuise à celui de Marseille.

La bagarre est donc ouverte entre les tenants d'un syndicat intercommunal et Laporte, le préfet, qui tient à son regroupement de communes ; Martigues bloque les permis de construire sur toutes les opérations immobilières qu'elle sait destinées à accompagner les entreprises de Fos. Au début d'octobre, la fusion de Fos, Istres et Miramas a été décrétée.

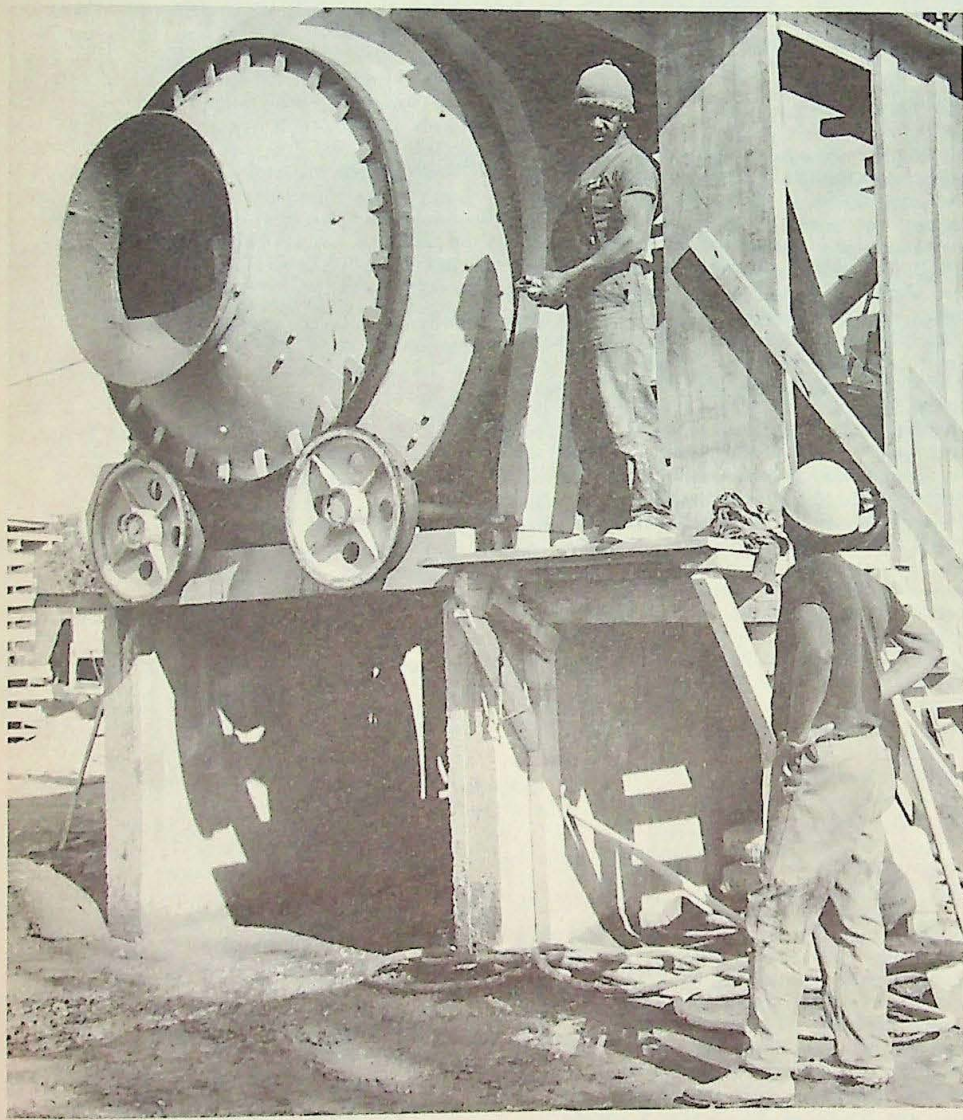
MICHEL ROCARD

Mercredi 8 novembre
A 21 h

Au Cinéma « La Plaine »
A la Plaine (Place Jean-Jaurès)

Meeting de la Fédération
des Bouches-du-Rhône

Istres et Miramas, sur le territoire desquelles 8.000 logements au moins vont être construits dans les trois ans qui viennent, sont bien pensantes et ne disent rien. Elles pensent de toute manière bénéficier des patentes de la zone industrielle. Par contre, Féraud, le maire de Fos, est furieux : il avait démissionné de l'U.D.R. en apprenant que le schéma d'aménagement ne prévoyait qu'une croissance de 3.000 à 6.000 habitants de sa commune, alors qu'il en veut... 50.000 ! C'est dans la réponse du directeur de la MAEB à son étonnement indigné qu'il est fait pour la première fois mention — en juillet 1971 — de risques graves de pollution dans la zone de l'Etang de Berre. Et pourtant...



Collombert

3. - Les mystères de l'urbanisme

L'Etat a décrété que l'opération de Fos était une opération d'Aménagement du Territoire ; il veut prouver qu'une grande opération capitaliste comme celle-ci n'entraîne pas nécessairement une spéculation foncière effrénée, le parage des travailleurs dans des blocs de béton, le sous-équipement, le sacage de la région. Pour définir et assister le développement urbain des rives de l'Etang de Berre, l'Etat a ajouté aux administrations existantes et à l'Organisation d'Etude de l'Aire Métropolitaine Marseillaise (OREAM) une Mission d'Aménagement des Rives de l'Etang de Berre (MAEB).

Rejetant la création d'une ville nouvelle — vers laquelle penchait le Groupe Central de Fos, qui, des bureaux parisiens de la Datar, est censé superviser tout l'opération — la MAEB a choisi d'appuyer l'urbanisation sur les centres urbains existants.

Il faut préciser que les estimations les moins déraisonnables fixent à 220.000 habitants la population en 1976 des

communes riveraines de l'Etang de Berre, contre 140.000 en 1968 ; il y en aura peut-être plus si Marseille continue de se déverser sur la rive est de l'étang, moins si on a surestimé le nombre d'emplois créés par le développement de Fos.

Le principe évoqué étant donc retenu, et les grands programmes de logement fixés par la « concertation » MAEB-préfecture-promoteurs, les choses commencèrent à se gâter : les communes prirent conscience de la charge considérable qu'elles allaient devoir supporter, alors qu'en dehors de Fos, elles ne bénéficieraient pas des patentes payées par les entreprises dont elles accueilleraient les travailleurs. Elles n'avaient qu'un choix : ou bien accepter les projets de regroupement de communes du gouvernement, et bénéficier alors de quelques dotations supplémentaires, ou bien supporter seules le coût des écoles primaires, des voiries, des services divers qu'elles devraient mettre à la disposition des nouveaux arrivants.

4. - Fos-sur-merde

Déjà, les habitants des rives de l'Etang regrettent le ciel d'antan, qui est devenu une sorte de couvercle gris ; les travailleurs marseillais, qui trouvaient sur les rives de l'étang des lieux de loisir accessibles et gratuits, regardent maintenant les plages pas trop sales du bord de mer avec inquiétude : c'est tout ce qui leur reste.

Il n'y a pas un an que des études ont été entreprises pour évaluer les risques de pollution atmosphérique grave dans la région de l'Etang de Berre quand viendront s'ajouter aux fumées de Shell, BP, Naphtachimie et Total celles des centrales E.D.F. géantes de Ponteau et de Fos, celles d'Esso et de la Solmer. « Le Mistral balaiera tout ça » (dans la mer, bien sûr) disaient les autorités avec assurance. Malheureusement, le Mistral souffle bien moins souvent que les petites brises de mer lentes, surtout en été. En bref, l'Etang de Berre et ses rives pourraient connaître un « smog » pareil à celui de Los Angeles, là où, parfois, pour protéger la population, usines, chaudières et moteurs doivent s'arrêter. Ici aussi, le système d'alerte est la seule solution envisagée : il est même impossible d'imposer des cheminées très hautes, qui réduiraient peut-être

la concentration des gaz et des poussières, car les couloirs aériens des trois aéroports, de Salon, de Marseilles et surtout de la base d'essais en vol d'Istres imposent leurs servitudes. On doit aussi se dépêcher d'aller admirer la Camargue...

Quant à l'Etang de Berre, la Mission d'Aménagement projette d'y faire créer des bases nautiques et des plages... alors que des rivières-égoûts s'y déversent et que, ce qui est moins facilement réparable, toute vie y a disparu jusqu'à une profondeur de 5 mètres, en dessous de laquelle se forment on ne sait quelle combinaison chimique, on ne sait quels microbes !

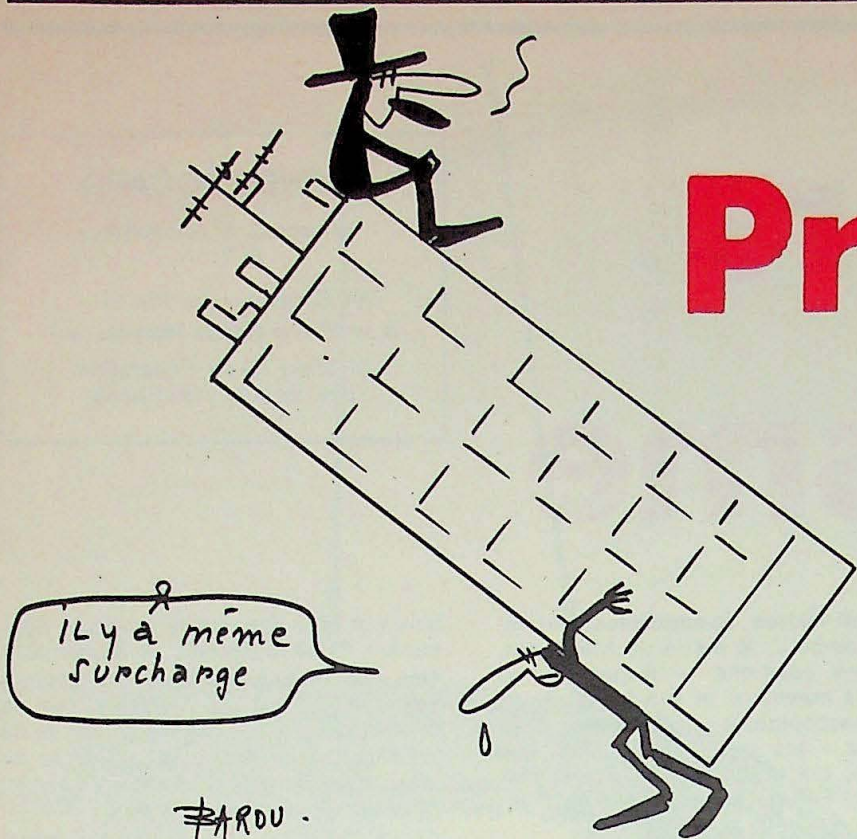
Mais le principal danger écologique ne provient peut-être pas du bruit, des gaz et vapeurs toxiques, des eaux porteuses de maladie ; les nouveaux arrivants vont se retrouver isolés dans des ensembles de logements plus importants que les noyaux urbains auxquels ils sont théoriquement rattachés ; coupés d'une vie régionale déjà brisée par la croissance des villes et la destruction des campagnes, pourront-ils, en dehors de l'usine, se réunir pour défendre leurs intérêts et les faire connaître aux autres travailleurs, aux autres usagers ?

**



Fos veut être la vitrine de l'expansion, du modernisme, du capitalisme-déjà-orienté-vers-l'an-2000, dans cette zone méditerranéenne vouée jusque-là au sous-développement. Vitrine du capitalisme, elle l'est — mais pour en montrer l'envers du décor. Le capitalisme, c'est le foutoir, les accidents du travail, l'organisation démente des villes, la pollution — et puis, bien sûr, les superprofits — Casser la vitrine. Il serait peut-être temps de s'en occuper.

Jean MAYNARD ■



Propriétaires chargez !

La Celle-Saint-Cloud, Yvelines. Les habitants d'un grand ensemble H.L.M. ont décidé de limiter les augmentations de loyers. A force de travail, et de pétitions, ils ont réussi à arracher au président de la société propriétaire, M. Bernard Lafay, ex-ministre d'on ne sait plus quoi, la promesse écrite de limiter l'augmentation à 5 %. Le préfet des Yvelines, lui, a assuré que la hausse ne dépasserait pas 4 %. Un ministre-président, un préfet, c'est du sérieux, du solide. Leurs engagements, leurs paroles cela a du poids !... Un mois plus tard, les quittances de loyers renseignaient les 1.500 locataires : augmentation de 10 % du prix du loyer.

Comment faire pour que tous les locataires du pays versent toujours plus d'argent à leurs propriétaires... sans que ces mêmes locataires soient mécontents, sans presque qu'ils s'en aperçoivent ? Un moyen très simple : on charge les charges. Les charges locatives, ce sont les dépenses que ce pauvre propriétaire fait toute l'année dans le seul intérêt de ses locataires : chauffage, espaces verts, gardien, eau, électricité, nettoyage des parties communes, ascenseurs, etc. Et comme tout augmente, le malheureux homme est bien obligé, malgré lui bien sûr, de dépenser chaque année davantage pour chauffer, arroser, garder, nettoyer ses chers locataires. Et si d'aventure ces derniers viennent lui demander comment les charges arrivent à augmenter de 20 %, ou de 30 %, il leur expliquera avec un gros soupir qu'il a dû augmenter les salaires du gardien et des femmes de ménage (ah, ce mai 68 !) que le fuel ne cesse d'augmenter (ah, le Moyen-Orient !), qu'il a dû réparer ceci ou cela (ah, ces enfants qui cassent tout dans l'immeuble !). Un petit coup de la baguette « charges » et hop, 100 F de plus x 1 000 locataires, x 1 000 ensembles x = des milliards.

Deux sortes d'immeubles

N'existe-t-il pas un moyen d'empêcher cette rentable prestidigitation ? Non ! mais trop souvent les locataires ignorent qu'ils peuvent à tout le moins la limiter. En fait, tout dépend de l'immeuble ou de l'ensemble habité. La loi distingue en effet :

— d'une part, les immeubles construits avant 1948 et toutes les HLM. Ce sont les mieux protégés, puisque les charges dues par les locataires sont alors énumérées par l'art. 38 de la loi du 1^{er} septembre 1948 :

- fournitures nécessaires à l'entretien des parties communes ;
- frais d'entretien des espaces verts ;
- consommation d'électricité des parties communes ;
- chauffage des parties communes ;
- entretien des ascenseurs ;
- frais de vidange ;
- frais d'abonnement du poste téléphonique de l'immeuble.

Tout ce qui ne rentre pas dans cette énumération doit être payé par le propriétaire lui-même qui n'a pas le droit d'en demander le remboursement aux locataires. — d'autre part, tous les autres locataires des immeubles construits après 1948 et qui ne sont pas des HLM. A ceux-là le propriétaire peut pratiquement tout demander. Une seule limite : que les dépenses dont il réclame le remboursement aient été réellement effectuées.

Mais comment savoir lorsque l'on reçoit une quittance de loyer mentionnant simplement : « charges 137,50 F » ou « 218,20 F » si ces sommes correspondent bien aux charges prévues par l'art. 38 ou à des dépenses effectuées réellement par le propriétaire ? C'est là le plus important : les locataires ont le droit de contrôler les charges dont on leur réclame le paiement, de vérifier la comptabilité du propriétaire, d'exiger les factures. Et si le propriétaire refuse ce contrôle de sa comptabilité, les locataires sont en droit, eux, de refuser de payer les charges.

Papier hygiénique...

Il s'agit alors de trouver un ou deux comptables, deux ou trois techniciens du bâtiment, d'exiger le contrôle et d'aller passer un samedi dans les bureaux de votre propriétaire. Et s'attendre à des découvertes extraordinaires... Exemple :

— dans un petit ensemble des Yvelines, non soumis à l'art. 38, les 200 locataires ont la surprise de découvrir qu'ils payaient, dans leurs charges, les travaux de réfection d'une villa à Cagnes-sur-Mer, dans les Alpes-Maritimes ;

— en Seine-et-Marne, des locataires vérifiant les factures s'aperçoivent qu'on leur faisait payer deux fois la même facture d'eau. L'erreur n'était que de 16 millions d'anciens francs ;

— dans presque tous les ensembles HLM, on fait payer aux locataires les salaires des femmes de ménage, les frais de gestion et les bénéfices de la société qui assure le chauffage ou l'entretien des espaces verts, ce qui est contraire à la loi ;

— à Mantes, la société d'HLM a réussi un véritable tour de force : elle fait payer aux locataires des espaces verts... qui appartiennent à la ville. Mais ce n'est pas toujours affaires de millions :

— à Mantes, encore, et à la Tour Keller, à Paris, les locataires ont découvert que, dans leurs charges figuraient des dizaines et des dizaines de rouleaux de papier hygiénique dont ils ignorent encore à quels augustes postérieurs ils ont bien pu servir ;

— à Blois, enfin, les charges ont connu une augmentation des plus brutales. Des locataires se sont vu expliquer qu'il fallait changer les installations de chauffage, et qu'il fallait payer. C'est interdit par la loi que M. le maire de Blois, ancien ministre de l'Équipement, doit connaître mieux que personne ! Encore des millions...

Que chacun fasse soi-même de telles découvertes : fouiller la comptabilité de son propriétaire est non seulement amu-

sant et instructif, mais aussi source d'économie.

Les propriétaires ne renâclent pas pour autant. Ils ont tort aux yeux de la loi ? Qu'importe ! ils vont se débarrasser de ces mauvais locataires empêcheurs de charger en rond, grâce à une merveilleuse procédure appelée « commandement avec clause résolutoire ». Cette chose au nom barbare arrive à jeter à la rue des locataires qui sont dans leurs droits pour permettre aux propriétaires de gagner de l'argent en fraude avec la loi. Le principe est simple : quand ses locataires deviennent par trop curieux et prétendent ne payer que ce qu'ils doivent, le propriétaire leur fait délivrer un commandement par huissier : une cinquantaine de « commandements » à 100 F pièce, cela fait un demi-million d'anciens francs. Cela n'est rien pour notre propriétaire... qui les récupérera dans les charges de l'année suivante. C'est alors aux locataires de saisir le tribunal et de faire un procès à leur propriétaire. S'ils ne le font pas dans les quinze jours ils n'ont plus d'autre issue que d'être jetés à la rue. S'ils le font, cela leur coûtera à chacun, au minimum entre 600 et 1 000 F (et encore, sans compter l'avocat). S'ils sont 50, cela fait tout simplement 5 millions anciens à déboursier pour se voir dire quelques années plus tard qu'ils sont dans leur droit.

La proposition Rocard

Devant un tel scandale, Michel Rocard a posé une question écrite à M. Pleven, garde des Sceaux, lequel lui a répondu que c'était très bien ainsi et que les locataires devaient s'estimer heureux. M. Chalandon lui, également interpellé par Michel Rocard, a reconnu qu'il y avait quand même quelque chose qui n'allait pas, et que ces questions de charges n'étaient pas tout à fait normales. Et notre ministre d'ajouter qu'il étudiait les moyens d'y apporter remède. C'était il y a un an. M. le Ministre ne paraît pas avoir trouvé le moyen... et il n'est plus ministre. Ainsi Michel Rocard après avoir étudié les actions menées dans les Yvelines par les associations de locataires en lutte, a déposé une proposition de loi.

Avant lui, un député UDR et le groupe communiste avaient déjà demandé que tous les locataires soient soumis à l'art. 38 de la loi du 1^{er} septembre 1948 comme ceux des immeubles anciens et HLM. Le principe n'est pas mauvais en soi mais, d'une part, dans le régime économique actuel, il ne passera jamais (ce qui explique peut-être l'initiative curieuse de notre UDR défenseur des locataires), d'autre part il n'est pas suffisant, car, même avec l'art. 38, il subsistera encore pas mal d'abus.

Le principe fondamental de la proposition Rocard est simple : ne seront récupérables sur les locataires, au titre des charges que les seules dépenses faites dans leur intérêt exclusif. Ce sera le cas, par exemple, du chauffage (à l'exclusion des frais et bénéfices de la société qui l'assure) ou de l'eau. Par contre, toutes les dépenses faites dans l'intérêt du propriétaire devront toujours rester à la charge de celui-ci (certains propriétaires n'hésitent pas comme aux Clayes-sous-Bois, à récupérer sur les locataires les assurances de

leur immeuble, les honoraires de leurs gérants, les frais d'expulsion des locataires récalcitrants). De plus les dépenses faites dans l'intérêt des deux doivent être partagées : ainsi les espaces verts qui sont actuellement, selon l'art. 38, à la charge des seuls locataires, profitent en fait aux locataires qui en jouissent, mais surtout aux propriétaires à qui les arbres payés par les locataires, resteront, valorisant leurs immeubles. Il n'y a donc aucune raison pour que les locataires soient seuls à payer ce qui, en fin de compte profite surtout aux propriétaires.

Exercer un véritable contrôle

Par ailleurs, comment assurer un contrôle réel des charges, et cela avant que les dépenses ne soient engagées ? En confiant aux locataires la gestion de l'immeuble. *Mesure socialiste qui est un but à atteindre* mais qui, dans un régime capitaliste se révélerait particulièrement dangereux pour les locataires. Les faire participer à la gestion en leur donnant quelques postes dans les conseils d'administration ou dans les conseils de gérance ? Voyez la « participation » et autres entourloupettes du type « actionnariat ouvrier ». On s'étonne que de Gaulle n'y ait pas songé ! Non, ce qu'il faut, c'est permettre aux locataires d'exercer un véritable contrôle, après (comme la loi le veut déjà) mais aussi avant. La proposition Rocard prévoit donc que chaque fois que le propriétaire désire effectuer un acte ou passer un contrat susceptible d'entraîner une modification des charges, il devra obligatoirement consulter les locataires qui disposeront d'un droit de veto.

Et puis, il y a les réalités des luttes menées par les locataires. Ce ne sont pas là des grands principes de nature à changer la face du monde, mais une série de mesures dont tous les locataires qui luttent contre leurs propriétaires retireront un bénéfice immédiat : reconnaissance obligatoire des associations de locataires dans chaque immeuble ou groupe d'immeubles dès lors qu'elles ont un minimum de représentativité (les propriétaires détestent les locataires organisés, comme c'est curieux, et feignent bien souvent de les ignorer !) ; mise à la disposition obligatoire d'un local pour que ces associations puissent se réunir ; interdiction absolue de la procédure « de commandement » et obligation pour le propriétaire qui veut des procès, d'en faire les frais.

Depuis le dépôt de cette proposition de loi, nous avons reçu des dizaines de lettres d'associations représentant des milliers de locataires pour nous dire leur espoir et nous encourager. Cela nous montre que nous sommes sur la bonne voie, même si les grosses organisations de locataires ont perdu leur combativité de jadis et préfèrent attendre les bienfaits d'un programme commun de gouvernement... dans un an, 10 ans... Les locataires en ont ras-le-bol de voir chaque année sinon chaque mois leurs quittances grimper à des vitesses vertigineuses. Il leur reste à passer à l'action. Et à s'unir : on peut jeter un ou deux ou trois locataires dehors, on ne met pas 50 familles à la rue. Le salut ne viendra pas du parlement ni du gouvernement où il n'y a guère de locataires et beaucoup de propriétaires.

Les facteurs publiphobes



Trop souvent on affirme que l'action des travailleurs est essentiellement tournée vers la satisfaction de revendications immédiates telles que les salaires, les primes, les problèmes catégoriels. Bien que sensibilisés sur ce type de revendications en cette période de rentrée, les postiers parisiens sont en train de mener une lutte dont les objectifs et les modalités doivent retenir notre attention.

L'administration des PTT a créé un nouveau trafic, celui des « imprimés sans adresse ». Sous cette appellation se cache en fait la distribution de prospectus publicitaires des firmes privées par les facteurs. Ces prospectus ne comportent ni noms, ni adresses, ils doivent être distribués abondamment. En fait c'est une mainmise du privé sur le réseau de distribution PTT pour les campagnes publicitaires et de promotion.

Jusqu'ici l'administration n'avait pas osé, craignant les réactions des travailleurs, introduire ce nouveau type de trafic à Paris. Elle a cru bon de profiter d'une campagne publicitaire sur la Caisse nationale d'épargne pour tester la possibilité de « glisser en douceur » ce trafic.

Les postiers de Paris 18 et Paris 19 ont senti venir le vent. Le vendredi 13 octobre au bureau central du 19^e arrondissement, à 6 h du matin, à la prise de service, les facteurs se sont trouvés mis en demeure de distribuer les prospectus. La réaction ne s'est pas fait attendre car les préposés avaient déjà sur leurs casiers de tri des montagnes de lettres à classer. Il faut noter que les facteurs n'ont pas réagi uniquement sur le travail supplémentaire demandé, mais ont contesté la nature même de ce nouveau trafic et l'organisation imposée pour l'assurer.

Prise d'otages

Une assemblée de personnel s'est tenue sur le tas. La décision est prise de refuser collectivement le nouveau travail. Les sections syndicales sont mandatées pour transmettre la décision au receveur. Après refus du représentant de l'administration de tenir compte

des volontés du personnel, les facteurs se mettent immédiatement en grève sans préavis. La CFDT avait distribué un tract appelant au refus de distribuer les prospectus publicitaires de la Caisse nationale d'épargne. La CGT, bien implantée dans ce bureau, a constitué au départ le moteur de la lutte. Force Ouvrière, fidèle à sa stratégie, essayait de concilier une apparente combativité locale et des négociations de couloirs réalisées au nom des travailleurs par l'appareil. Le lendemain, le samedi 14, nouvelle assemblée de personnel pour décider des suites de l'action... Cette fois-ci l'ensemble des appareils syndicaux étaient là ! La CGT faisant profession de foi de réalisme, demandait la reprise du travail au nom de la légalité, la CFDT, minoritaire, jouait le rôle d'aiguillon, quant à FO son représentant était confortablement installé, téléphone à la main, dans le bureau du patron en train de négocier. Cette nouvelle assemblée de personnel a voté la reprise du travail à une forte majorité, une faible partie suit la CFDT pour la poursuite de l'action. Les discussions avec le receveur ont alors repris pour savoir si on allait oui ou non distribuer les prospectus. Le receveur accepte que seul le courrier soit traité. Au milieu de la ma-

tinée le Directeur des services postaux de Paris ordonne de désigner individuellement quatre facteurs pour exécuter le travail refusé. La tactique patronale est claire... c'est une véritable prise d'otages qui est ordonnée, c'est faire pression sur des personnes au lieu d'affronter la détermination des travailleurs. C'était compter sans la parade des facteurs qui ont empêché leurs camarades désignés d'effectuer le travail. Durant cette matinée un scénario similaire se déroulait à Paris 18 où, là aussi, les travailleurs trouvaient la parade.

Qui décide ?

Que penser de cette action des postiers parisiens affrontés au kidnapping des PTT par le privé ? C'est tout d'abord la réelle capacité des travailleurs d'organiser leurs actions sans les conseils de « guides éclairés » extérieurs. C'est aussi se battre sur la nature et l'organisation du travail. Ces luttes posent donc les thèmes de contrôle et de pouvoirs des travailleurs dans l'entreprise. C'est la constatation de la créativité des travailleurs en lutte.

Quel rôle a joué le PSU dans ces conflits ? Ses militants ont participé activement aux actions et à leur conduite dans leurs syndicats. Sur le 18^e arrondissement le parti a expliqué par voie d'affiches le sens du conflit au public. Le groupe PSU-PTT a diffusé un tract reliant ces conflits aux problèmes suivants : qui décide dans l'entreprise ? quel est le pouvoir des travailleurs ?

Jacques LESNO ■

Aux H.L.M. de Paris

HLM PARIS
Depuis 15 jours, le personnel technique des HLM de Paris a entrepris une action contre l'Office. Cette grève illimitée est due au blocage des effectifs et au sous-paiement du personnel. Les travailleurs des HLM déclarent qu'ils ne peuvent plus assurer la sécurité des locataires par suite de l'accroissement constant du nombre de logements dont chacun doit s'occuper. Ils refusent d'être la cible d'une campagne qui tend à rejeter les responsabilités sur eux afin de privatiser l'Office (OPAC), ce qui irait dans le sens d'une aggravation de la politique sociale du logement. ■

Cournon : le patron contre-attaque

Après la longue grève du printemps dernier à la SCPC, le patron contre-attaque. Il joue la carte du chômage. Motif officiel, le mois d'octobre est catastrophique économiquement. La réalité est tout autre : traditionnellement dans cette entreprise, le mois d'octobre est un mois creux. Mais la direction n'a pas digéré l'action de mai-juin. Son but est le démantèlement de la section syndicale CFDT qui avait joué un rôle primordial. Elle fait courir des bruits de licenciements selon une liste pré-établie, met en avant la menace de chômage technique et même de fermeture. La répression depuis la rentrée

n'a pas anéanti la combativité des travailleurs. Alors il faut isoler les travailleurs de leur section syndicale. Il faut aussi empêcher cette dernière de s'exprimer. Au mépris de toute loi on interdit au délégué syndical de prendre la parole dans les réunions de délégués avec la direction. Il est vrai que ce délégué a refusé de signer un « contrat de progrès » assurant, au dire de la direction 30 millions de bénéfice par an.

CORRESPONDANCE ■

Mort d'un soldat

92^e Régiment d'Infanterie, à Clermont-Ferrand. Le matin du 10 octobre on découvre un soldat, baignant dans son sang. Il s'est suicidé dans la nuit. Le commandant essaye d'abord

de soutenir la thèse de l'accident : le jeune homme est tombé par la fenêtre des W.-C. restée ouverte. Au premier étage, alors qu'il couche au 4^e. On découvre par la suite une lettre où le garçon dit ne pas pouvoir supporter la vie militaire. Le lieutenant qui commande l'instruction passe pour être du genre vache... Remarquable discrétion de la presse locale (« La Montagne ») qui ne souffle mot... ■

Au lycée de Saintes

Quand Monsieur le Proviseur fait de la politique....

Ensuite, j'ai beaucoup insisté auprès de votre mari pour qu'il s'adresse à un autre établissement (THOUARS, ou POITIERS) susceptible d'accueillir votre fils, dont je crois qu'il est de son intérêt de ne plus se manifester à SAINTES, où il est par trop marqué politiquement et repéré.

Veuillez agréer, Madame, mes salutations distinguées.

Le Proviseur de la Cité Technique.

deuchick

Des élèves du lycée technique de Saintes (Charente Maritime) ont constitué, avec les sections du P.S.U. et de la Ligue communiste, un comité de défense qui se donne pour but de lutter contre la répression dans cet établissement. Ce comité a publié un « dossier noir » dénonçant « l'épuration politique » menée par l'administration pour

faire face aux revendications des pensionnaires :

- amélioration de la nourriture ;
- allongement d'une heure de la sortie du jeudi ;
- droit à l'information par le libre affichage et par un foyer éducatif en prise sur la réalité et l'actualité. ■

l'indésirable d'Angers

Gérard Guillot est contraint de quitter — presque sans préavis — la Maison de la Culture d'Angers dont il était le directeur.

Ce licenciement constitue un fait grave. Il montre que la politique de démission de l'Etat devant l'arbitraire des municipalités (ou de leurs représentants aux conseils d'administration des M.C.) ne fait que s'aggraver.

Bien que plus discrètement que jadis, les Maisons de la Culture continuent à voir le jour, financées par moitié par le gouvernement et par les villes. Mais les villes peuvent à tout moment dénoncer le contrat et municipaliser des édifices construits à frais communs.

Pourquoi Gérard Guillot, venu de Mâcon où il avait tenté d'offrir à chacun la possibilité de connaître sa ville et de comprendre ses conditions de vie, est-il apparu indésirable, à la municipalité d'Angers ? Parce que sa pratique, reposant surtout sur un travail d'animation dans les campagnes et dans les quartiers industriels, était en contradiction avec la politique d'immobilisme des notables.

MICHELIN :

le programme commun au secours de Bibendum

Pendant 15 jours, la victoire a semblé possible. Pendant 15 jours, les 113 travailleurs d'OPK ont semblé capables, par leur détermination, d'obliger Michelin à reculer. D'autant plus qu'au fil des jours s'exprimait la solidarité active des autres travailleurs de Michelin et de la région clermontoise. Et puis, rien : la reprise, la désillusion. Après avoir tremblé, pour la première fois depuis 20 ans, Bibendum semble avoir gagné. Pourquoi ? Comment ? Cette apparente victoire n'est pourtant pas définitive. Alain Rannou analyse le conflit.

MICHELIN : 18 usines en France, dont 5 à Clermont-Ferrand, 44.000 travailleurs, dont 28.000 à Clermont-Ferrand. Plus 27 usines réparties dans le monde entier, dans 11 pays et sur 4 continents.

MICHELIN : 3 milliards 785 millions de francs nouveaux de chiffre d'affaires en 1971 pour la France.

MICHELIN : l'image même du capitalisme dans le Puy-de-Dôme, le berceau de Bibendum, avec sa ville et sa région colonisées, ses cités ouvrières, sa « mission », son centre d'apprentissage, ses coopératives d'alimentation, son service social, son service médical, son stade, sa piscine, etc.

MICHELIN : un empire que 113 ouvriers ont tenu en échec pendant 3 semaines, avant de baisser les bras (momentanément) sous les coups conjugués du patronat et du réformisme, alliés de circonstance pour leur faire reprendre le travail.

L'attitude de la Direction Michelin depuis les origines se résume assez bien au travers de sa devise « le pouvoir ne se divise pas ». Ajoutez à cela un bon morceau de paternalisme, une gousse d'intégration avec pour base l'humanisme chrétien et un zeste de répression (juste quand il faut bien sûr) et vous aurez une idée de ce que peut être le

patronat Michelin. Un patronat qui a toujours refusé de négocier à chaud.

Une brèche

Toujours... sauf pendant la grève de l'atelier d'OPK. C'est dire l'importance de cette action qui, bien que limitée, ouvrait une brèche dans la forteresse. Cette fissure, il fallait l'agrandir, organiser la solidarité autour des 113. La grève dans leur atelier bloquait le processus de fabrication dans tout le secteur des pneus à carcasse radiale de l'usine. Une grève générale aurait donc tout juste permis au patron de ne plus payer les salaires mais n'aurait eu aucune influence réelle sur la production. Elle n'aurait pas fait avancer d'un pouce la prise de conscience dans les circonstances locales. Car les travailleurs de chez Michelin avaient compris l'importance du mouvement. Ils s'organisaient autour d'OPK. Ils apportaient leur solidarité active. 5 millions de francs aux collectes en quelques jours, 5.000 personnes à un meeting la deuxième semaine et 10.000 à une manifestation, des débrayages de soutien : 3.000 à 4.000 travailleurs se rendant à OPK pour chasser la maîtrise qui essayait d'assurer la production à la place des O.S. Voilà concrètement la stratégie que les travailleurs suivaient. 28.000 en appuyant 113,

la victoire était possible. Et une victoire à OPK c'était la victoire de tous.

Le mur de l'intransigeance lézardé, tout devenait possible par la prise de conscience collective. La solidarité sur le plan international pour la première fois s'organisait. Bien sûr, des toiles métalliques arrivaient de l'étranger. Mais il faut toute la volonté de désinformation de « l'Humanité » pour faire croire que les travailleurs canadiens, italiens, allemands et même espagnols n'essayaient pas de freiner les départs refusant d'augmenter les cadences, ce qui était loin d'être le cas en France.

Oui pendant 15 jours la victoire était possible alors pourquoi la dernière semaine tout s'est-il écroulé ? Pourquoi les 113 ont-ils repris le travail sans rien obtenir d'essentiel ?

L'artillerie

Parce que le patronat était le plus fort ? Bien sûr la direction a joué de toutes les ficelles : laisser monter la pression et la casser par une négociation bidon, tentative d'intimidation et de démoralisation par lettre individuelle aux grévistes, tentative de division en brandissant la menace du lock-out, volonté de créer un climat d'insécurité dans l'usine (les grévistes violent les femmes, il faut enfermer les documents dans les coffres-forts, changement des serrures...) toute la gamme ou presque y est passée, Michelin connaît par cœur la partition de la symphonie des grèves mal achevées.

Mais cette fois-ci ce n'était pas si facile. Malgré tout, la solidarité se développait. Et il a fallu l'intervention des réformistes pour briser le mouvement. Une lutte victorieuse à OPK, un soutien des travailleurs de Michelin, l'apparition d'une solidarité internationale, tout cela ne cadre pas avec le programme commun car les travailleurs démontraient que c'est par leur combat quotidien qu'ils obtiennent satisfaction, et une

agitation sociale importante à Clermont, c'est dangereux en période pré-électorale.

Alors la CGT fait donner l'artillerie lourde. Le secrétaire général de la fédération chimie vient sur place. C'est un diable d'homme, vieux militant connaissant bien son affaire. Il sait mener les combats les plus durs, il sait aussi casser les grèves les plus dangereuses pour la stratégie de son organisation. Il sait qu'il n'est pas possible de prendre brutalement le mouvement à contrepied. Mais lui aussi connaît les ficelles, et pendant toute la dernière semaine, la CGT réussira à apparaître comme l'organisation à la pointe du combat en menant une stratégie qui vise à minoriser le mouvement, à isoler OPK, à démoraliser et (sous prétexte de l'étendre) à passer à la trappe les revendications mises en avant.

L'isolement des 113

5.000 travailleurs au meeting réunissant l'ensemble des entreprises de Clermont-Ferrand (pas plus que pour Michelin seul) : La CGT terminera son intervention sur le thème du programme commun, seule solution aux revendications. Oui vous avez bien lu, les 50 centimes pour tous, le contrôle ouvrier sur la cadence et les conditions de travail c'est, paraît-il, dans le programme commun. Il y a sans doute une suite au petit livre noir. 5.000 donc qui ne comprenant plus rien seront 500 qui arriveront devant la préfecture où après avoir balayé les revendications ouvrières, il fallait avoir le sinistre courage de crier « unité populaire ». Démoralisation progressive, mise à l'écart des revendications, isolement d'OPK, la CGT a gagné, le travail a repris.

Mais enfin diable me direz-vous, il n'y a pas que la CGT, la CFDT existe ? Oui elle existe et pendant 15 jours elle a montré les possibilités, mais aussi les limites de son organisation. 45 % de voix aux élections d'entreprise c'est une force avec laquelle il faut compter. C'était le syndicat le plus combatif, plein de bonne volonté mais il tenait sur l'intervention de ses délégués dans les ateliers. Lorsque la CGT a décidé de passer à l'offensive la fragile citadelle n'a pas tenu, elle ne pouvait pas faire face et petit à petit a reculé, incapable de faire des contre-propositions offensives. FO existe aussi. Lorsque la fé-

dération chimie de FO a fait le choix de classe de quitter cette confédération pour rejoindre la CFDT, LO et l'AJS ont décidé paradoxalement de créer chez Michelin une FO Bergeron. Curieusement leur attitude a rejoint celle des réformistes. En proposant une grève générale qui n'avait pas de sens dans le contexte en passant quasiment sous silence les revendications des 113, ils ont eux aussi contribué à l'isolement. Ils portent une part de responsabilités non négligeable dans les retombées de la grève. A force de vouloir créer des fractions on finit par créer son syndicat ultra-minoritaire et l'on se détache des luttes des travailleurs pour ne défendre que les mots d'ordre et les intérêts de son organisation.

Un mot sur la municipalité P.S. Lorsque j'aurais dit que ses seules actions furent la participation du maire adjoint au petit défilé des 500 et le vote d'un « vœu » de soutien le jour de la reprise du travail, la comparaison avec l'action de la mairie de Saint-Brieuc lors de la grève du Joint Français permettra de mieux comprendre ce que veut dire une municipalité au service des travailleurs.

Prise de conscience

Mais le travail a repris cela ne veut pas dire que tout est fini. Les travailleurs se sont fait avoir, mais ils le savent, et ils le disent. Pour cet atelier dont les traditions de luttes étaient quasi inexistantes, la prise de conscience s'est faite très vite. Et il n'est pas impossible que lorsque sortira ce numéro de « TS », l'action soit repartie. Le blocage de la production a montré aux travailleurs leur rôle et leur possibilité. Ce sont des choses qui ne s'oublient pas.

Le 27, une réunion paritaire se tiendra pour l'ensemble de Michelin France. Si cette réunion se tient pour les syndicats sur la base de la lutte à OPK, ce sera positif. Au contraire, si, comme nous le craignons, les revendications sont noyées dans la masse des revendications générales, cela contribuera à accentuer l'isolement. Mais les travailleurs de Clermont-Ferrand ont vu au travers de leur combat les effets du programme commun. Ils ont appris qu'ils n'auront que ce qu'ils prendront. Les leurrer une nouvelle fois sera bien plus difficile.

Alain RANNOU ■

● Citroën : à la remorque de la CFT ?

En signant l'accord d'entreprise chez Citroën, la semaine dernière, la CGT a pris un grand risque : celui d'être prisonnier de la CFT fasciste. Main dans la main, le patronat de Citroën et la CFT montent des « petits coups » pour donner l'impression au personnel que les avantages obtenus sont le résultat d'un syndicalisme corporatif, apolitique. En apposant

sa signature, la CGT semble cautionner une telle manœuvre.

Certes, il n'est pas indifférent de prendre acte d'un certain nombre d'avantages : 6 % minimum, relèvement des primes, refonte des classifications OS améliorant sensiblement la situation de ces derniers, préretraite à 63 ans. La contrepartie est de taille : pas de grève sans consultation préalable, à bulletin secret, du personnel. La CGT-Citroën déclare :

« Nous ne renonçons pas pour autant à la lutte ». Bien sûr, mais c'est mal connaître Citroën et son syndicat maison qui pourront, désormais « dans la légalité », abattre toutes les tentatives de grève, milices à l'appui. Les luttes du mouvement ouvrier ont appris qu'il ne fallait rien signer « à froid », c'est-à-dire sans une

mobilisation des travailleurs en lutte à son point optimum. Etait-ce bien la situation chez Citroën ? ■

● Pas de politique !

« Les gauchistes veulent politiser la grève, alors qu'elle est seulement revendicative ! »

Combien de militants ont pu entendre ce reproche de la part des responsables CGT, membres du PCF ? Combien de grèves ont été ainsi cassées ?

Aujourd'hui, ces mêmes responsables introduisent la politique dans les entreprises.

Bravo : tout est politique et les militants du Mouvement révolutionnaire sont heureux de voir qu'ils avaient raison, contre tous les apolitiques de gauche et de droite.

Mais, pour avoir refusé de se battre pour les libertés syndicales et politiques à l'entreprise, la CGT est prise au piège du « légalisme bourgeois ». Les patrons l'attaquent en justice pour avoir placardé sur les panneaux syndicaux de certaines boîtes des affichettes de vente du numéro de la « Vie ouvrière » consacré au programme commun PC-PS. Usinor, Tri-PTT, IBM-France ont donné le ton. La « justice » elle, a déjà donné raison à Usinor.

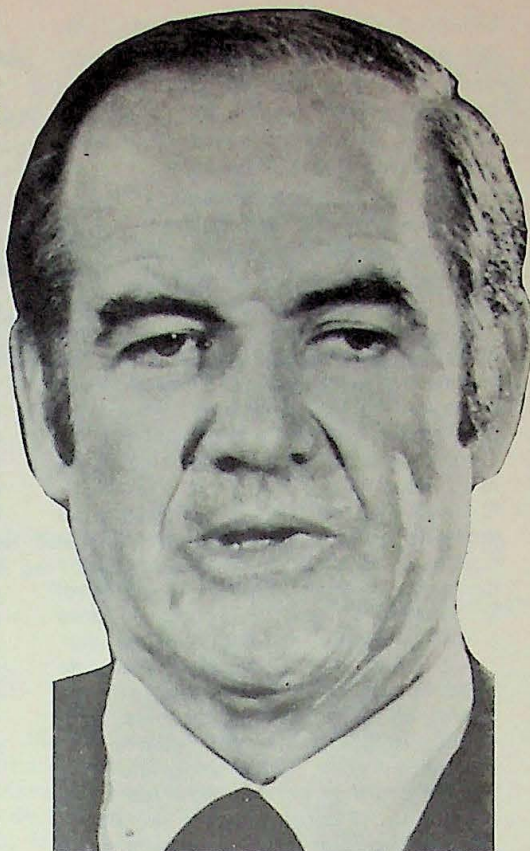
Malgré les attaques et les calomnies dont ils sont abreuvés de la part de responsables



CGT-PCF, les militants du mouvement révolutionnaire ne se réjouissent pas de cette situation. Sur leur juste mot d'ordre « Libertés syndicales et politiques dans l'entreprise », ils espèrent ne plus avoir à affronter que la seule répression patronale.

M.C. ■

Les deux lièvres de Mc Govern



Agip

C'est le 7 novembre, la date prévue par la Constitution, que les Américains se rendront aux urnes pour élire leur Président. La désignation du Président du pays le plus puissant du monde, qui se veut le gendarme de la planète (voire au-delà), concerne chacun d'entre nous — directement. Où en est, face à Nixon donné bon gagnant par tous les sondages, George McGovern dont on aurait pu penser qu'il pouvait mobiliser plus amplement l'Amérique libérale ?

VOTEZ MCKAY » : un jeune militant écologiste, happé par la machine électorale, devient sénateur de Californie. Au soir de son élection, son père, ancien gouverneur de l'Etat, lui déclare : « Te voilà devenu un vrai politicien mon fils ». Toutes proportions gardées, on voudrait dire un peu la même chose à George McGovern, quatre mois après son investiture officielle à Miami comme candidat démocrate. Il y a un an, McGovern apparaissait comme porteur des espoirs de l'Amérique des laissés-pour-compte ; il y a six mois, c'était un trouble-fête qui bousculait les quilles bien alignées du cirque électoral américain. Aujourd'hui, il n'est plus que l'adversaire démocrate de Richard M. Nixon, président sortant.

C'est que, depuis ses victoires déconcertantes aux élections primaires, le sénateur du Dakota a échangé ses atouts contre d'autres cartes — nettement moins bonnes. Il a voulu se débarrasser de l'étiquette de « révolutionnaire » dont on l'avait affublé pour en faire un épouvantail, mais il l'a fait en sacrifiant des positions politiques antérieures (il a fait endosser son nouveau programme économique par l'association des analystes financiers de Wall Street), se défaussant ainsi de son

atout-maitre : la sincérité. Hier, McGovern était celui qui croyait à ce qu'il disait, et qui ferait ce à quoi il croyait — l'antithèse de Tricky Dicky (Nixon le tricheur). Aujourd'hui, il a semé le doute.

Après avoir bouleversé le jeu traditionnel de l'appareil démocrate (il a gagné l'investiture par des réformes structurelles importantes du parti), il a voulu sans succès se concilier le vieux boss et cacique de Chicago, Richard Daley, perdant ainsi la confiance d'une fraction de l'électorat noir du Michigan qui voyait en lui l'adversaire intransigeant de Daley.

La façon dont il a choisi, puis abandonné son colistier Thomas Eagleton, au dossier médical trop lourdement chargé, a également terni un peu son image : celle de l'homme qui ne s'embarrasse pas des idées reçues. Et pourtant quelle campagne il aurait pu faire sur le rôle social de la psychiatrie aux Etats-Unis, qui, sur ce point, n'ont rien à envier ou à reprocher à l'Union soviétique !

Mais à la différence de tous ceux qui, jusqu'à présent, l'avaient soutenu dans sa campagne, George McGovern n'en était plus au stade où il s'agit de faire passer des idées — mais de devenir président des Etats-Unis. L'important,

c'était de gagner — non de participer. Il a donc conservé son image de « gauchiste », tout en perdant une partie de la force et du dynamisme de ses idées antérieures. D'où une campagne difficile et maladroite depuis juillet 72 : McGovern n'avait plus ni la cote, ni la crédibilité. Lui seul gardait — et garde — confiance et croit à une victoire possible contre Nixon.

Diabolique

Pour remonter la pente, deux moyens, bien difficiles à concilier :

— l'appel au clan Kennedy. Sargent Shriver, libéral et riche, diplomate et play-boy, est venu apporter la caution officielle du clan comme candidat à la vice-présidence remplaçant le malheureux Eagleton. Et puis, enfin, l'inespéré : l'engagement d'Edward Kennedy lui-même aux côtés de McGovern — mais du même coup, celui-ci n'est plus apparu que comme « gardien-de-place-chaude » pour « l'héritier » en 1976... — le retour aux idées généreuses, à la combativité qui lui avaient assuré ses premiers succès et qui lui ont effectivement permis de remonter de quelques points sur Nixon dans les sondages.

Nixon lui, n'a presque pas fait campagne. Au plan de paix de McGovern, il a opposé d'une part les déclarations du vice-président Spiro Agnew (les Américains l'appellent : « Zero Agnew ») traitant McGovern, comme naguère Mendès, de « bradeur », et d'autre part, les pourparlers privés engagés à Paris par Henry Kissinger. Tout en continuant, avec l'assurance cynique de l'homme sûr de vaincre, de faire bombarder les digues. Ce qui lui permet de jouer encore la carte du pacifique : celui qui a ramené les « boys » à la maison, sans se laisser intimider par ces cochons de communistes, tout en négociant pour la paix... D'une habileté diabolique.

Sur le plan intérieur, les résultats ont beau être moins glorieux — le parti au pouvoir est compromis dans des scandales divers (tiens, tiens !), comme le cambriolage du siège démocrate — les faibles chances du candidat démocrate donnent peu de poids à ses thèses.

Aujourd'hui, il semble que « l'espoir McGovern » soit mort. Il a déçu ceux qui avaient contribué à le lancer : un ami américain, qui avait fait la campagne de McCarthy en 1968 et soutenu celle de McGovern pour l'investiture, m'envoyait le programme du sénateur du Dakota alors qu'il n'était que candidat à la candidature, et ajoutait ces mots : « certains des principaux éléments ont été modifiés — malheureusement ».

L'espoir est mort de deux lièvres courus à la fois. Développer un combat sur des idées sociales, progressistes — et être élu président sur ces mêmes thèmes. N'importe quel Giscard américain pourrait vous dire, lui aussi, que l'Amérique « aime être gouvernée au centre ».

McGovern a-t-il perdu son pari ? Mais au fait — quel pari ?

Thierry MORUS. ■

Un roi et son peuple dans la résistance

par Romain SAINT-SERVAN

Ce dossier sur la révolution cambodgienne a été constitué à partir de documents soit fournis par le FUNK (1) ou l'Association France-Cambodge, soit empruntés à des articles de revues américaines (Newsweek) ou à des journaux de Phnom-Penh. A cela il faut ajouter de nombreuses interviewes de personnalités vivant au Cambodge et dont deux d'entre elles ont passé de longs mois — au cours des années 70-71 — dans les zones contrôlées par le F.U.N.K. Pour des raisons évidentes de sécurité leurs noms ne pourront être cités mais notre camarade atteste sur l'honneur rapporter ici, correctement, leurs propos. Nous publions cette semaine la première partie de ce dossier TS.

DES les premiers jours de mars 1970, alors que le Prince Norodom Sihanouk séjourne à Grasse pour suivre un traitement médical, la tension monte au Cambodge et particulièrement à Phnom-Penh, la capitale. Depuis des mois la presse de droite, plus ou moins téléguidée par Lon-Nol, Sirik Matak, In Tam, Douc Rasy, etc., mène une vigoureuse campagne contre la « subversion viet-cong », rejetant sur celle-ci tous les maux dont souffre le pays, quand bien même détiendrait-elle depuis 1967 l'essentiel du pouvoir. Ce pouvoir qu'elle a arraché progressivement de Ce Sihanouk dont la présence en tant que chef de l'Etat constitue un obstacle, une gêne qu'il est temps désormais de lever pour imposer au pays un régime fort, anticommuniste et qui pourra enfin recevoir en toute tran-

quillité l'aide américaine. Dans le courant de l'année 69, le « retour » de cette aide est soigneusement préparé : en avril c'est le rétablissement des relations diplomatiques avec les USA interrompues depuis 65, à la suite d'une série d'incidents dont le massacre de nombreux villages cambodgiens par l'aviation et la marine américaines ; en août, c'est l'accession de Lon Nol au poste de Premier ministre d'un « gouvernement de sauvetage » et la dénationalisation de l'économie khmère (fin de la politique socialisante des années 63-64) ; en septembre, c'est la soumission « spontanée » et inattendue de plusieurs milliers de Khmers

(1) Front uni national du Kampuchea, présidé par le prince Norodom Sihanouk.

Serei (mouvement fasciste contrôlé par la C.I.A. et dirigé de Saigon par Son Ngoc Thanh, l'actuel Premier ministre)...

Le 11 mars 70, les désordres commencent à Phnom-Penh : les ambassades de la R.D.V.N. et du G.R.P. sont mises à sac par une foule de jeunes manifestants estimés à 30.000. L'armée laisse faire ; la police aussi. A Paris, le soir, apparition de Norodom Sihanouk à la télévision. Un grand moment : le découragement et l'amertume crispent les traits de celui qui fut le « Père de l'Indépendance cambodgienne », de celui qu'on nomme encore affectueusement « Samdech » (mot intraduisible). Grand moment assurément moins pour les Français qui l'ont toujours trouvé « sympathique » mais, cartésianisme oblige, ne faisant pas très « sérieux » avec sa « naïve spontanéité », son verbe simple et les curieuses intonations de sa voix, que pour ceux qui ont conscience de l'intensité du drame qui l'habite et au-delà de sa personne, de la tragédie qui va s'abattre sur ce peuple qu'il a tant aimé, même s'il l'a parfois mal aimé. J'ai vu Samdech triomphant, haranguer et bavarder avec ses « chers enfants » ou parler sur un pied d'égalité avec les chefs d'Etat les plus puissants ; je connais, pour l'avoir lu, le

Sihanouk défiant l'Amérique, par l'ironie mordante de sa plume et la verdeur de sa pensée ; jamais il ne m'a paru cependant aussi grand que ce soir-là et je préfère laisser à Aragon exprimer ce que j'ai ressenti :

« La patrie est une barque
Qu'abandonnèrent ses haleurs
Et je ressemble à ce monarque
Plus malheureux que le malheur
Qui restait roi de ses douleurs... »

Le 13 mars, Norodom Sihanouk quitte la France accompagné à Orly par les fonctionnaires du Quai d'Orsay. Pour le régime de M. Pompidou, « Il » n'existe plus, lui qui fut l'ami du général de Gaulle et « le plus fidèle allié » de la France.

C'est à l'aérodrome de Moscou, au moment de s'embarquer pour Pékin que le prince apprend de Kossiguine lui-même le coup d'Etat du 18 mars qui le destitue... Dans le monde, à force d'être attendue, la nouvelle ne surprend plus : le Cambodge vient de basculer dans la guerre après avoir connu au milieu d'innombrables difficultés, 16 ans d'une paix relative certes, mais réelle. C'est un grand malheur d'abord et surtout pour les Cambodgiens ; ensuite parce qu'aucune perspective d'avenir ne semble alors se dessiner.

— D'avoir eu enfin recours à des méthodes de gouvernement discutables. Ancien roi, Norodom Sihanouk, profondément imprégné de l'exemple angkorien et de son illustre ancêtre, Jayavarman VII, pensait qu'il fallait « éclairer », guider le peuple, le faire entrer dans la voie du progrès sans le blesser par des méthodes trop brutales. De là les contradictions de son régime : le progressiste a alterné avec le traditionaliste, l'autocrate avec le démocrate. Par ailleurs, le prince a dû, au lendemain de l'indépendance faire appel à la seule classe politique capable d'assurer pour un temps la bonne marche du pays, à savoir, les fonctionnaires, les administrateurs, les soldats formés à l'école coloniale. Ces hommes, compétents pour la plupart, avaient cependant contracté de rétrogradables habitudes : concussionnant à qui mieux mieux, confondant responsabilité politique et fortune personnelle, serviles jusqu'à l'absurde, hésitant à se décharger d'une part de leur pouvoir sur la génération montante, ils ont abouti à isoler le prince non pas du peuple des campagnes, mais de celui des villes. Or ces classes urbaines, qu'on le veuille ou non, constituent l'élite. Le divorce du régime d'avec cette élite était devenu, depuis quelques années, patent.

De ce point de vue, le « programme du 3 mai » constitue une tentative de réconciliation entre le prince et une partie de cette élite, et donne com-

plète satisfaction à cette dernière : le principe du « peuple, source de tout pouvoir » est proclamé avec force ; de même la « démocratisation de la société cambodgienne » ; si le Front est dit d'Union Nationale, il est cependant clairement stipulé que l'axe sur lequel repose cette union passe par le pouvoir des paysans, des ouvriers, des artisans ; l'économie qui s'instaure dans les zones libérées, comme celle de demain, sera rationnelle et au service du peuple ; pour ce qui est enfin des méthodes, c'est dans la lutte, et par les formes révolutionnaires de la guerre, que se fera la transformation de « l'homme, du Khmer et de sa société ». « Cette transformation est d'autant plus profonde, écrit M. Chau Seng (3) que ceux qui sont actuellement ses principaux artisans appartiennent aux classes laborieuses, c'est-à-dire aux classes les plus exploitées de notre société contemporaine, les paysans et les ouvriers. Le processus de la guerre de libération nationale fait partie de cette dynamique humaine qui suscite des changements souvent radicaux et de l'homme et de son milieu. »

(3) Ancien journaliste, longtemps considéré comme la caution de « gauche » du régime de Norodom Sihanouk.

(A suivre.) ■

Comment un prince « nationaliste »...

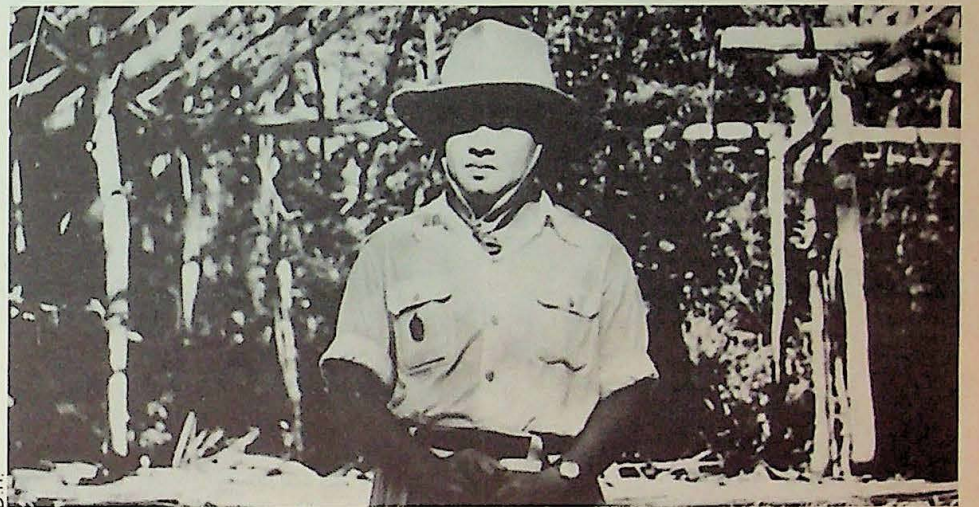
La réaction des observateurs et de la plupart des « prétendus connaisseurs de l'Asie » (2) est à ce sujet fort symptomatique : bon nombre d'entre eux, correspondants de presse occidentaux, estiment que la faction au pouvoir à Phnom-Penh, Lon Nol-Sirik Matak-Cheng Heng (président de l'assemblée nationale) jouit d'une certaine audience populaire et qu'elle paraît avoir l'appui de la jeunesse, ils ne cachent pas leur hostilité à Sihanouk et le voient déjà rejoindre « Bao-Dai sur la Côte d'Azur ». D'autres parlent d'une fin logique : une certaine période post-coloniale se clôt, celle des leaders charismes, des « Héros de l'Indépendance » qui par le verbe et leurs personnalités « fascinantes » ont tenté de résoudre tant bien que mal les problèmes nés avec l'Indépendance ; le prince fait partie du lot à la suite de Soekarno, Nerhu, Kram'h, Nasser... Enfin rares sont ceux qui, tout en formulant sur le chef de l'Etat cambodgien des réserves estiment que la situation est plus complexe qu'elle ne paraît et que Samdech est loin d'avoir dit son dernier mot.

Beaucoup de camarades s'étonneront de l'insistance avec laquelle, pour parler de la Révolution cambodgienne, je me réfère si souvent à un homme. Est-ce là une approche bien sérieuse (et marxiste) de la question ? A cette éventuelle objection, je répondrai ceci : est-il sérieux (sinon marxiste) d'analyser ce qui se passe actuellement dans les campagnes cambodgiennes en négligeant les forces sociales et politiques dont le développement et les antagonismes ont évolué dans le giron du « sihanoukisme » et en faisant d'autre part abstraction de l'homme qui dirige sans conteste un

mouvement révolutionnaire et cela autant parce qu'il s'appelle Sihanouk que parce qu'il incarne certaines réalités vivantes du pays ?

Donc le prince choisit de se battre : dans sa « Déclaration solennelle du 23 mars » et dans un style qui n'est pas sans rappeler l'Appel du 18 juin, il proclame la constitution d'un gouvernement d'Union nationale dont la présidence sera confiée à son Excellence Penn Nouth, conseiller du prince ; la constitution d'une Armée de Libération Nationale (les futures Forces Armées Populaires de Libération Nationale : FAPLN) ; la création du FUNK, vaste mouvement politique ouvert à tous les Cambodgiens hostiles à l'équipe au pouvoir à Phnom-Penh et à l'impérialisme américain. Le FUNK se donne, le 3 mai, un programme politique très modéré où la tendance « nationaliste » semble l'emporter sur celle de la « révolution sociale » sans toutefois l'étouffer ni la remettre aux calendes grecques. Ce qui frappe dans ce texte c'est, outre sa spécificité cambodgienne (la monarchie est reconnue puisque le gouvernement d'Union nationale devient officiellement le Gouvernement royal d'Union nationale du Cambodge : GRUNC et le « bouddhisme est et restera religion d'Etat »), son caractère de synthèse entre une certaine notion de continuité et de rupture (d'avec certaines pratiques et erreurs du passé), son aspect « moral » : on veut inculquer aux citoyens cambodgiens et dès à présent dans les zones libérées, la notion de responsabilité et de devoir.

(2) Norodom Sihanouk (in « L'Indochine vue de Pékin », Le Seuil, 1971).



Donc, le prince choisit de se battre...

Le commencement de la fin ?

Un accord qui mette fin à l'agression américaine au Vietnam ?

On l'espère si fort qu'on n'ose plus y croire. En tout cas, au moment où ce papier est écrit, rien n'est encore décidé : et rien ne sera certain tant que le dernier soldat, le dernier avion américains ne seront pas partis. Au stade actuel des négociations, et alors que nul ne sait quelles sont réellement les intentions de Nixon, toutes les forces qui agissent au Vietnam essayent de faire prévaloir leur propre point de vue et les contradictions éclatent entre des intérêts divergents. Les militaires américains, pour leur part, font tout leur possible pour empêcher l'arrêt des combats : non seulement ils poursuivent et intensifient leurs bombardements sur le Nord-Vietnam, mais certains journalistes américains suggèrent que l'attaque contre la Délégation Générale de France à Hanoi aurait été volontaire, et aurait eu pour but de faire avorter les négociations. C'est absurde mais il est certain que le Vietnam donne au Pentagone un champ d'expérimentation exceptionnel pour la mise au point de nouvelles armes : les bombardements à proximité des digues font partie des techniques qui visent à provoquer des cataclysmes « naturels » : des pertes énormes pourraient être ainsi causées sans que la responsabilité en soit imputée aux Etats-Unis.

Et de récents bombardements ont été guidés par laser : il s'agit de méthodes qui permettraient de donner aux bombardements aériens une précision presque absolue. Or dans la course aux armements dans laquelle les Etats-

Unis sont engagés avec l'U.R.S.S., la précision de tir joue aujourd'hui un rôle fondamental : plus elle est grande, plus on a de chances de toucher les silos des fusées adverses et par conséquent de paralyser une possibilité de riposte.

Thieu s'agite et se répand en déclarations plus violentes les unes que les autres, avec au moins trois objectifs : s'il le peut, faire échouer les négociations avec l'espoir que les troupes américaines resteront encore longtemps dans la région. S'il ne peut pas empêcher le cessez-le-feu, il lui faut essayer de faire croire qu'il représente une force politique réelle. Mais il est aussi utilisé par les Américains dans leurs discussions avec nos camarades vietnamiens pour refuser un certain nombre de propositions et aujourd'hui encore il pourrait servir de prétexte à une rupture.

Et puis, il y a certainement aux Etats-Unis des forces pour qui le conflit au Vietnam représente une gêne réelle, pour qui les formes militaires de l'impérialisme appartiennent au passé et pour qui la domination doit s'exprimer essentiellement sur le plan économique.

Dans cette conjoncture, il faut à nos camarades vietnamiens une grande habileté et surtout un extraordinaire sang-froid pour ne se laisser impressionner par aucun de ces éléments, pour maintenir tout au long de cette période une position politique sans faiblesse et pour ne jamais céder sur l'essentiel.

Bernard JAUMONT ■

Le programme du FUNK

Ce programme, par sa modération, obéit-il à des considérations d'ordre tactique ? Probablement : inconcevable d'appeler à l'unité dans la lutte à partir d'un programme qui, par sa radicalisation, diviserait. Mais à y mieux regarder, et pour ceux qui ont suivi la politique cambodgienne depuis 1953, date de l'accession à l'indépendance, ce programme reprend à son compte la totalité des critiques formulées par la gauche khmère durant la période « sihanoukiste ». Que reprochait-elle au prince ?

— D'abord de n'avoir pas pu ou su appliquer jusqu'à son terme une poli-

tique économique (celle de 1953-64) qui aurait vraiment débarrassé le pays des séquelles de la colonisation (structures socio-économiques et culturelles trop dépendantes de la France).

— D'avoir eu de l'Unité une conception si poussée qu'elle avait abouti, d'une part à une forme de personnalisation du pouvoir et d'autre part à ne pas tenir assez compte des classes de la société cambodgienne, de leur évolution, de leur antagonisme (la politique d'union avait en définitive favorisé une classe au détriment des autres et de... l'union).

comment peut-on être

JAPONAIS

LA CÉRÉMONIE

film de Nagisa Oshima

Pour Nagisa Oshima (japonais, 40 ans, 18 films) le cinéma est destiné à faire prendre conscience des problèmes de son pays. « La cérémonie » raconte l'histoire d'une famille qui ne se réunit que pour les mariages et les enterrements. Vingt-cinq années de l'histoire du Japon sont ainsi retracées, pour lesquelles Oshima a choisi cinq dates : 1946 : renoncement par l'empereur à ses droits de dieu vivant au profit d'une nation démocratique et pacifiste ; 1952 : reconstitution des forces conservatrices traditionnelles, qui relèvent la tête dans un pays devenu un des éléments de la stratégie américaine en Extrême-Orient, et déclenchent la première répression des mouvements contestataires ; 1956 : modération des ambitions révolutionnaires du PCJ fissuré par la critique du stalinisme et la révolution hongroise ; 1960 : signature du traité nippo-américain « voix de la majorité silencieuse », lutte révolutionnaire en recul menée par une gauche divisée ; 1971 : suicide de Mishima, expression d'un renouveau du militarisme japonais.

Les cérémonies auxquelles nous assistons sont légèrement décalées par rapport aux faits historiques afin de nous mon-

trer les effets des événements sur les gens. Est-ce qu'un tel changement, des ruines de la guerre à la prospérité actuelle, a modifié l'âme japonaise ? Jusqu'à quel point les Japonais ont-ils changé, et s'ils n'ont pas changé, que vont-ils devenir ?

Fascinés par la mort

Comment peut-on être japonais aujourd'hui, comment se définir, comment vivre, comment mourir ?

Lorsqu'une société se fonde sur la prospérité économique, que peu à peu s'installe une atmosphère de confort et de stabilité petite bourgeoise qui englutit tout mouvement d'opposition ou de réforme, on assiste à des réactions explosives.

Elles sont le refus de la situation réelle et le refus de soi-même. Se profilent à nouveau la terreur et la mort.

Le développement économique actuel du Japon, tout en se heurtant aux intérêts de l'économie américaine, entre fortement en conflit avec la vie des peuples en Asie du Sud-Est.

Cela conduira probablement le Japon sur le chemin qui mène à l'agression de la Corée et de la Mandchourie. Quels sont alors les rapports qui vont naître de cette réalité économique

et politique et l'âme des japonais fascinés par la mort et le suicide ?

Un signe aux vivants

En France, 15.000 suicides « réussis » chaque année. Solution de désespoir, réponse face à une société de profit dont les buts, les besoins, les tensions ne correspondent en rien à nos aspirations. Le suicide n'est que le point de rupture entre l'idéal et la réalité. On choisit la mort lorsqu'on ne sait plus comment continuer la lutte et qu'on ne veut pas de compromis. Pour les Japonais, la mort est également une ouverture sur l'avenir ; le suicidé, par son acte, adresse un signe aux vivants.

Mais le film n'est pas que cela. Nous ne dirons rien ici de tout ce qu'il représente. Par son originalité profonde, l'ampleur de son ambition, il se situe au premier plan du cinéma dont il renouvelle le langage. Nous ne dirons rien non plus des rapports entre les personnages : l'enfance, l'imaginaire, les significations profondes, les phantasmes, l'inceste, l'ordre familial qui éclate, l'absence de certitudes, le malheur nié... On ne dit rien d'une grande œuvre. Elle s'impose. Le dialogue s'établit entre le spectateur et la réalité qu'elle soude. Cela « appelle » « La Cérémonie ».

Rémy GRILLAUT ■



Jusqu'à quel point les Japonais ont-ils changés ?

D.R.

CHILIEN

QUE HACER ? (QUE FAIRE ?)

film collectif chilien



Un message profondément neuf.

D.R.

« Je voudrais savoir, pour un individu, quelle est la réponse ? » - « La réponse à quoi ? » - « La révolution ». Oui, mais pas dans l'abstrait. Au Chili, pendant la campagne électorale qui a porté Allende au pouvoir.

Et au moment où l'expérience chilienne connaît des difficultés profondes, ce film vient nous rappeler que les interrogations politiques suscitées par l'arrivée au pouvoir par la voie électorale d'un président marxiste sont indépendantes de la mode. Quand « le peuple est entré au palais de la Moneda » (l'Élysée chilien), la gauche française était prête à faire de l'import-export en solutions politiques — des fois que ça puisse faire vendre du programme commun ; aujourd'hui, elle se tait. Le débat politique n'a rien à voir avec la conjoncture : la facture même de *Que Hacer ?* est là pour nous le rappeler.

Fiction et réalité

Il ne s'agit pas d'un film de fiction, ni d'un documentaire, mais d'un dosage savant des deux — dosage qui donne le sens même du film. Des bandes d'actualité sur les manifestations de la campagne électorale, interrogeant Salvador Allende, ou, dans sa prison, un des leaders du M.I.R. (la gauche révolutionnaire chilienne).

Mais aussi des acteurs qui interprètent des rôles et personnalisent des options politiques avec lesquelles le spectateur peut, le cas échéant, s'identifier : le député communiste, propagandiste inconditionnel de l'Unité Populaire, son fils, membre du M.I.R., la jeune américaine membre du Peace Corps (Volontaires de la Paix) qui se rend compte que son travail d'assistance technique sert l'image du gouvernement américain qu'elle combat par ail-

leurs, l'agent de la C.I.A. — et d'autres.

Il n'y a pas à exposer longuement le contenu du film : chacun y retrouvera les éléments du débat « voie électorale et/ou lutte armée », violence défensive ou préventive, passage pacifique au socialisme... L'essentiel du film est peut-être ailleurs : dans sa fabrication, sa manière de présenter ces éléments et par conséquent, dans l'utilisation du cinéma comme arme politique.

Refus

Il refuse la « neutralité » fictive du documentaire. Il refuse l'abstraction, hors du temps et de l'espace, de la fiction pure.

Les acteurs sont là pour nous introduire dans la réalité chilienne : ce député ou ce jeune gauchiste, ce n'est pas untel ou untel bien précis dont on pourrait penser : « Moi, à sa place, jamais je n'aurais fait ça », mais un acteur représentant un être de fiction, auquel nous nous identifions comme nous nous identifions au beau cow-boy viril dans les westerns de John Wayne.

Mieux encore : l'utilisation d'acteurs permet de soutenir la présentation du débat par le fil d'une histoire narrative (un Chilien exilé à Cuba rentre dans son pays). Enfin, ce film assume sa propre critique, désamorçant ainsi les pièges de la fiction : les chansons de Country Joe (« C'est facile de faire un film au Chili — Quand dans les salons — Les gens parlent d'élections... »), et les interviews du leader du M.I.R. : « Dans le film, vous imaginez l'enlèvement d'un diplomate. Au Chili, ça serait de l'infantilisme révolutionnaire. »

Le débat autour de l'expérience chilienne est capital. Mais le cinéma de ce pays en mutation nous apporte aussi un message profondément neuf.

T.M. ■

Seul le peuple...:

L'expérience chilienne d'Unité Populaire est en grand danger. En butte aux pressions extérieures, surtout économiques, aux sabotages internes, notamment des commerçants qui refusent de livrer leurs produits, le régime chilien risque-t-il d'être renversé ? Seul le peuple chilien en se mobilisant, pourra l'empêcher. L'expérience chilienne nous concerne de trop près pour que nous n'en suivions pas son déroulement de très près. Car elle prouve, s'il en était besoin, que le passage au socialisme ne s'effectue pas seulement par la voie des urnes.

CHACUN jour l'escalade, de caractère de plus en plus ouvertement fasciste, se poursuit contre la seule tentative de socialisme démocratique qui ait été tentée à ce jour : il n'est pas de jour qui passe sans qu'on signale des affrontements entre manifestants (!) de droite et la police, ou entre manifestants de droite et partisans de l'unité populaire, pas d'instant où n'éclate une nouvelle provocation. On songe à l'Italie pré-mussolinienne et cela fait froid dans le dos...

Pourtant, si la crise menace elle n'éclate pas véritablement, du fait du remarquable loyalisme des forces armées et de la police, traditionnellement respectueuses du jeu démocratique au Chili, et de l'incapacité actuelle de l'impérialisme américain à rééditer au Chili le coup de Saint-Domingue. Par ailleurs la mobilisation constante des masses populaires, appelées à défendre chaque jour dans la rue ou dans l'usine et les champs leurs premières conquêtes, tend à se développer et à répondre efficacement aux agressions de droite.

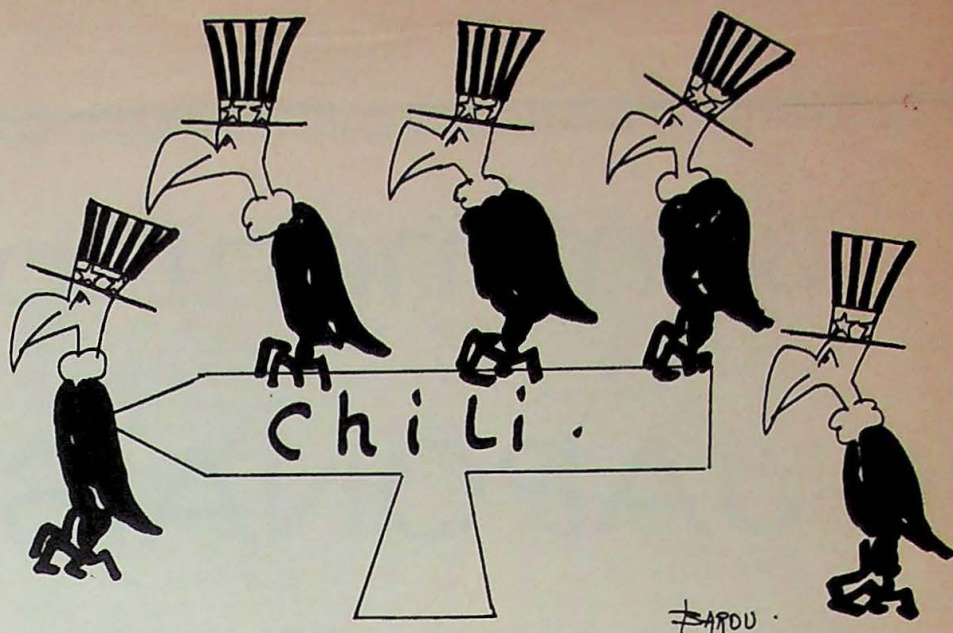
On peut même constater un renforcement relatif de la collision gouvernementale de gauche : face à l'ennemi commun et dans la perspective d'un coup de force fasciste ou du retour de la droite au pouvoir à la suite d'élections anticipées désastreuses, les partis de la coalition refont leur unité compromise par des divergences d'appréciations sur le passage au socialisme. A l'intérieur même de la coalition gouvernementale d'ailleurs, l'idée se fait jour qu'un passage au socialisme ne peut pas être véritablement le fait d'une victoire électorale, et que d'autres obs-

tacles doivent être brisés, au besoin par la force : les réquisitions et les arrestations prononcées contre les commerçants pratiquant la rétention de leurs produits sont un premier pas dans ce sens.

La peur des possédants

De toute évidence, le gouvernement de gauche n'entend pas céder sur l'acquis pour le moment essentiel de ses deux ans de pouvoir, à savoir les nationalisations. La manœuvre de la Copper Company pour jeter l'embargo sur les capitalisations du cuivre chilien a, par ailleurs resserré, dans un réflexe nationaliste, le peuple chilien autour du gouvernement d'unité populaire. Le concept de nationalisation a trouvé là application particulièrement concrète.

Alors, malgré l'agitation interne maintenue par les trublions de droite et d'extrême-droite, malgré l'activité subversive des agents de la C.I.A. et des milieux proches des Etats-Unis (qu'on se rappelle l'affaire I.T.T.), et devant la constance de l'attachement populaire au gouvernement d'Allende ; et l'impossibilité de provoquer un coup d'Etat armé, les ennemis du Chili et de son expérience socialiste — c'est-à-dire l'impérialisme américain et ses vassaux chiliens — jouent-ils le pourrissement et la panique, en isolant le Chili de l'extérieur et en l'affamant sur le plan intérieur. L'affaire du cuivre chilien, la grève des commerçants, sont deux aspects d'une même tentative de renversement d'un gouvernement qui a clairement affiché ses convictions so-



cialistes et dont les premières mesures ont provoqué la peur des possédants.

Ce qui est recherché, c'est la mise en place d'une situation telle au Chili que le peuple ne puisse avoir recours qu'à un changement de régime (entendez : vers la droite) ou à l'homme providentiel — et l'on recommence à parler d'Eduardo Frei, miraculeusement sorti des oubliettes de l'histoire chilienne et qui a conservé la confiance des milieux d'affaires.

Climat de méfiance

L'embargo sur le cuivre chilien, d'abord : bien que l'économie chilienne, sous la présidence du docteur Allende, soit l'objet de profondes transformations, la vente de cuivre représente encore 70 % de ses ressources en devises — alors que la plupart des aliments sont importés. Quel que soit le jugement définitif rendu par les tribunaux français, la mise sous embargo provisoire d'un chargement de cuivre chilien destiné à des utilisateurs français interdit au Chili toute exportation de cuivre et donc toute entrée de devises dans ce pays qu'ont prestement fui les capitaux dès l'arrivée au pouvoir d'Allende. Il crée par ailleurs un climat de méfiance à l'égard du Chili parmi ses clients ou acheteurs éventuels et cela risque de tarir pour longtemps — au moment où le Chili négocie des contrats à long terme avec l'ensemble des pays d'Europe — toute rentrée de devises pour l'économie nationale. C'est donc à une asphyxie du commerce extérieur chilien que tentent de parvenir — avec l'appui parfois implicite des Etats-Unis, avec l'appui d'une justice française qui révèle une fois de plus son caractère de classe — les compagnies américaines expropriées dans des conditions véritablement révolutionnaires, puisque sans indemnisation.

Parallèlement, les puissants syndicats du commerce téléguident par la démocratie chrétienne, déclenchent une vaste offensive pour paralyser l'économie à l'intérieur du pays, en refusant de livrer ou de vendre leurs produits,

au moyen d'une « grève générale des rideaux fermés » dont le caractère délibérément concerté ne fait aucun doute pour personne. Bien entendu, c'est au nom de la liberté du commerce et de l'industrie qu'est déclenchée cette grève de patrons, qu'on peut assimiler à un lock-out. Les adversaires de la révolution chilienne espèrent par là provoquer le découragement du peuple chilien, et mener le pays à une anarchie économique totale, par le rationnement. Lorsque les queues se seront formées devant les magasins, quoi de plus facile que de provoquer des réactions de la foule, qui, gagnant de proche en proche, aboutiront à un renversement de la majorité de gauche. Et si des ouvriers, excédés de devoir se rationner, décidaient d'ouvrir de force les commerces fermés, quoi de plus facile que d'imaginer des expéditions punitives, comme en 1921 en Italie...

Il ne s'agit pas là de politique fiction, mais de la triste réalité du Chili d'aujourd'hui.

Mobilisation passionnée

Toutefois, la partie n'est pas perdue car ce serait compter sans la mobilisation passionnée du peuple chilien, attaché à l'expérience d'unité populaire dont il sait bien qu'elle est, en l'état actuel des choses, la seule qui puisse lui apporter les satisfactions d'une vie meilleure et plus responsable. Sans doute, le gouvernement chilien a-t-il trop longtemps cru qu'une révolution pouvait se faire dans la légalité stricte, et en jouant le jeu démocratique bourgeois. Ce faisant, il a temporisé et passé des compromis qui se révèlent impuissants à endiguer la marée des agressions de la droite et de l'impérialisme U.S. Mais à présent, il est du devoir de tous les révolutionnaires d'exprimer leur solidarité avec les dirigeants de l'unité populaire, en se mobilisant partout pour faire connaître les dangers qui menacent le Chili socialiste, en se tenant prêts à manifester pour le soutien de l'expérience d'unité populaire en cours.

Il n'est pas question pour nous de donner des leçons aux dirigeants actuels du Chili, à qui nous n'avons jamais marchandé notre solidarité active. Mais au contraire d'apprendre et de retenir la leçon que nous donne l'expérience chilienne d'aujourd'hui, à la lumière des échéances qui nous attendent. Car qui pourrait croire, après les déclarations de MM. Peyrefitte, Messmer, Charbonnel et Pompidou, que le passage au socialisme en France pourra se faire dans le respect des lois démocratiques qui nous régissent ?

Qui pourra croire que les SAC, CDR, CFT et autres milices fascistes, ne sont pas prêts à tout pour empêcher une alternative révolutionnaire de se faire jour ? Qui peut croire que le Capital cédera la place au pouvoir des travailleurs sans combattre ?

Les révolutionnaires ne sauraient donc — pas plus au Chili qu'ailleurs — mettre leurs espoirs uniquement dans les isolations. La révolution dépend, avant tout, de leur propre mobilisation et cette dernière n'attend pas les élections...

Daniel LENEGRE



Mitterrand et Defferre au Chili : pas uniquement dans les isolations.